

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 532

Fevrier-Mai 2019

56^e année -1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Algérie: seule la lutte prolétarienne...
- Algérie. Pour la lutte de classe prolétarienne !
- «Grève mondiale pour le climat»
- Les raisons d'une campagne contre l'antisémitisme
- Gaza : révolte contre la misère
- Allemagne 1918-1919 (2)
- Lénine: la démocratie, paravent hypocrite
- Enième intervention militaire française au Tchad
- Venezuela: Ni Maduro, ni Guaido, mais lutte indépendante de classe !
- Le Honduras: un enfer...
- Mexique: grèves sauvages
- Errata

«Ultra-violence», terrorisme bourgeois et gémissements réformistes

Après les manifestations de «l'acte 18» des Gilets Jaunes, les autorités, suivies par les médias, ont repris leur discours contre l'«ultra violence». Elles ne parlaient pas des victimes de la violence policière qui depuis le début du mouvement se montent à 564 blessés, dont un mort (une vieille dame à Marseille atteinte par un tir de grenade) (1), 22 personnes ayant perdu un oeil, 5 ayant eu une main arrachée, etc.

Non, cette «ultra-violence», ce «terrorisme urbain» désignait le saccage du restaurant «Le Fouquets» (où Sarkozy avait fêté son élection présidentielle) et de boutiques de luxe sur les Champs Élysées: pour les bourgeois ces faits étaient proprement intolérables, bien plus graves que la mort ou les blessures infligées à des prolétaires! D'ailleurs quand ce sont des policiers qui sont les auteurs des violences, il n'y a rien à dire: si un boxeur frappe un policier tout harnaché il est puni d'un an de prison; mais si ce sont des CRS qui tapent sur des manifestants sans

(Suite en page 2)

Assez de simulacres de luttes ! Place à la lutte de classe ouverte contre Macron et le capitalisme !

En quelques semaines d'existence le mouvement des Gilets Jaunes a contraint le gouvernement à reculer sur certaines mesures prévues pour renflouer les caisses de l'Etat – renflouer – non pas par la diminution des dépenses militaires ou les cadeaux aux bourgeois, mais en ponctionnant davantage les prolétaires.

Ce n'est cependant que partie remise. Les capitalistes français pressent le gouvernement de poursuivre les mesures anti sociales qui avaient été commencées sous Hollande et qu'il a accentuées dès sa formation. Malgré les difficultés, sans hésiter il répond présent : «l'épure du macronisme» ne changera pas a déclaré un ministre (JDD, 10/3/19), mais «il faudra faire des choses différemment». Il va donc continuer ses «réformes», c'est-à-dire ses attaques contre les conditions des travailleurs, mais sans doute en essayant de s'appuyer sur les «pompiers sociaux» que sont les appareils syndicaux collaborationnistes. Non

seulement ces derniers ont conduit à la défaite tous les mouvements qu'ils ont dirigés, mais en outre ils ont fidèlement obéi lorsque, en décembre, Macron, bousculé par les Gilets Jaunes, les a appelés à la rescousse : ces larbins se sont aussitôt réunis le 6/12 pour condamner la violence, louer «l'ouverture» du gouvernement et décommander la grève prévue des camionneurs ! D'ores et déjà le syndicat béni-oui-oui par excellence, la CFDT, a annoncé qu'il était d'accord pour l'attaque contre les retraites !

Les autres syndicats n'adoptent pas une attitude aussi honteusement collaborationniste, au contraire ils ont convoqué une «journée d'action, de mobilisation et de grève».

Mais c'est que, pour pouvoir continuer efficacement leur travail de sabotage des luttes prolétariennes, ils doivent conserver une image de combativité. Dans les faits ils n'ont donné aucun

(Suite en page 2)

Algérie

Face aux manifestations et la mobilisation des masses, le pouvoir manœuvre, l'opposition bourgeoise se prépare à prendre la relève et l'opportunisme à dévier la mobilisation des masses algériennes. Le prolétariat doit se préparer à se porter à la tête de la lutte contre le capitalisme!

Après les gigantesques manifestations du vendredi 8 mars qui ont vu des millions de personnes descendre dans les rues pour clamer leur refus d'un cinquième mandat de l'impotent Bouteflika, après l'entrée en grève de travailleurs de divers secteurs (comme dans la zone industrielle de Rouiba, dans les ports ou dans l'industrie pétrolière, etc.) le dimanche 10 mars, les autorités ont publié lundi 11 une déclaration annonçant que Bouteflika renonçait à se présenter aux

élections présidentielles (1). Celles-ci étaient annulées, un nouveau gouvernement allait être formé et une «conférence nationale inclusive et indépendante» mise sur pied, chargée de rédiger une nouvelle constitution d'ici la fin de l'année pour qu'ensuite des élections présidentielles aient lieu.

Passé le premier moment d'euphorie, la supercherie est apparue évidente

(Suite en page 7)

Assez de simulacres de luttes ! Place à la lutte de classe ouverte contre Macron et le capitalisme !

(Suite de la page 1)

ne perspective concrète à cette journée, se contentant de généralités creuses: il est clair qu'il ne s'agissait pour eux que d'une soupape de sécurité destinée faire tomber la pression sociale, tout en donnant aux travailleurs l'illusion de la lutte. Alors que le gouvernement a programmé ses attaques sur l'assurance chômage, les retraites et la Fonction Publique, les directions syndicales se gardent bien de préparer la résistance des travailleurs : elles préfèrent jouer la comédie du «dialogue social»

**NON AU « DIALOGUE SOCIAL »
OUI A LA LUTTE DE CLASSE !**

Le dialogue social est un leurre. Entre patrons et travailleurs, entre prolétaires et bourgeois, il ne peut y avoir de «dialogue», mais seulement la lutte. Les capitalistes vivent de l'exploitation des prolétaires, dont ils tirent tous leurs profits. Ceux qui parlent de dialogue, de «partenaires sociaux», ceux qui font croire à un intérêt général commun à tous, ceux-là en réalité trahissent les intérêts des exploités : ils font le **jeu des exploités**. Les grands appareils syndicaux, complètement englués depuis des dé-

cennies dans le réseau serré de la collaboration de classe mis en place par la bourgeoisie, sont de ce fait incapables de défendre les intérêts prolétariens. Ils ne peuvent que prier les capitalistes pour qu'ils leur donnent un peu de «grain à moudre» – quelques miettes à accorder aux prolétaires pour faire accepter plus facilement le maintien de leur exploitation. Et quand la situation économique se détériore, quand la concurrence entre capitalistes s'aggrave, quand les crises économiques se succèdent, la classe dominante commence à reprendre les miettes concédées autrefois, à revenir sur les réformes accordées auparavant pour maintenir la paix sociale. Les partis réformistes et les syndicats collaborationnistes, partisans irréductibles de l'ordre établi et de l'économie capitaliste nationale, se font alors inévitablement les vecteurs ou les complices des attaques de la bourgeoisie.

Ces dernières années les travailleurs ont subi échecs sur échecs parce qu'ils ont laissé diriger leurs luttes par les appareils syndicaux collaborationnistes, et aussi parce qu'ils ont continué à croire malgré tout que la venue au gouvernement des partis réformistes de gauche leur soit favorable : démonstration a été faite et refaite que la collaboration de

classe et l'électoratisme sont synonymes de défaite.

Cependant la défaite n'est pas inévitable: le mouvement des Gilets Jaunes a fait la preuve que la lutte peut payer si elle rompt avec les méthodes pacifistes, légalistes, si elle ne craint pas de briser la paix sociale. Les prolétaires doivent suivre cet exemple. Comme ils se trouvent au cœur du système productif, ils ont potentiellement une force immense, mais à condition de briser eux aussi la paix sociale en adoptant les méthodes et les moyens de lutte classistes: grèves sans limitations de durée, s'étendant aux autres établissements et corporations, dirigées par des comités de grève élus, avec piquets de grèves et/ou occupations des lieux de travail, etc.

Tout cela implique la rupture avec les méthodes et les orientations défaitistes du collaborationnisme politique et syndical et l'organisation des prolétaires sur des bases de classe afin qu'ils puissent diriger eux-mêmes leurs luttes et faire ainsi échec aux influences bourgeoises et réformistes.

Pour l'organisation de classe indépendante du collaborationnisme politique et syndical !

Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme !

Pour la reconstitution du parti de classe internationaliste et international !

17 mars 2019

«Ultra-violence», terrorisme bourgeois et gémissements réformistes

(Suite de la page 1)

protections, ils sont félicités!

Pour répondre à l'indignation des bourgeois, le gouvernement, qui vient de faire adopter une nouvelle loi répressive, a sorti le grand jeu. Après le limogeage du préfet de police de Paris, coupable de ne pas avoir su protéger les beaux quartiers, une mobilisation sans précédent des moyens de police a été décidée (avec des drones, des marqueurs chimiques, la création des «brigades de répression des actes violents», etc.); les manifestations ont été interdites dans certains lieux et dans certaines villes, et le gouvernement a fait appel à l'armée pour seconder les «forces de l'ordre» bourgeois.

Le général Bruno Le Ray, «gouverneur militaire» de Paris et responsable de l'opération «Sentinelle», mise en place après les attentats terroristes mais

mobilisée pour faire face à la manifestation des Gilets Jaunes, déclara sur France Info le 22 mars que ses soldats «*pourront effectivement tirer*» en cas de menace. Ces déclarations ont provoqué un tollé de l'opposition de droite et de gauche (2) et le gouvernement, embarrassé, a assuré que les militaires ne seraient «*pas au contact des manifestants*». Le général était dans son rôle: faire peur, **terroriser** les manifestants potentiels – ce qui est la logique de la répression bourgeoise en général et de la répression du mouvement des Gilets Jaunes en particulier. Depuis le début du mouvement plus de 2000 personnes ont ainsi été condamnées.

Au point que même Toubon, le «défenseur des droits», constatait dans un rapport le «*renforcement (...) de la répression*» pour gérer la contestation sociale à la suite de l'état d'urgence décrété en 2015; il pointait entre autres le

nombre «*jamais vu*» d'interpellations et de gardes à vue avant les manifestations de Gilets Jaunes, etc. (3).

Par la bouche de Castaner, le gouvernement lui a sèchement signifié qu'il devait s'occuper d'autre chose, et que «*nos forces de l'ordre ont le droit de se défendre face à l'hyper violence*»: être «*défenseur des droits*», c'est bien joli, mais à condition de ne pas entraver la besogne policière!

GÉMISSEMENTS RÉFORMISTES

Les mesures gouvernementales ont provoqué les réactions des adorateurs de la paix sociale, les démocrates bourgeois et les organisations réformistes. Les Verts ont trouvé les mesures gouvernementales «*liberticides et inefficaces*» (4). Ces petits bourgeois écologistes veulent donner des conseils pour la répression: «*d'autres doctrines du maintien de l'ordre sont pourtant possibles (...). Elles permettent de miser sur les éléments les plus violents*». Et ils se lamentent que les mesures gouvernementales se fassent «*au détriment de*

«Ultra-violence» ...

l'ordre public et au prix de l'épuisement des forces de l'ordre. Sans commentaires...

Dans un communiqué, le syndicat Solidaires (SUD) dénonçait le 22 mars «*l'escalade du pouvoir dans la répression et la limitation des libertés*» (5); «*Le gouvernement alimente donc la violence, souffle sur les braises et propage l'incendie social*». Et il conclut mélancoliquement: «*Notre société brûle et se consume des injustices sociales toujours plus violentes, et Macron regarde ailleurs et envoie l'armée...*». Il y a bien là de quoi attrister un pompier social. Ah, si seulement Macron voulait bien regarder ce qui se passe...

Le même jour une réunion unitaire a eu lieu; y étaient présents le PCF, GénérationS (mouvement de Benoit Hamon), le NPA, le PCOF, la France Insoumise, POI et POID, (les Dupont-Dupond du Lambertisme), ainsi que les syndicats FSU, Solidaires, UNEF et UNL, le Syndicat de la Magistrature et le Syndicat des Avocats de France, plus des personnalités diverses, etc.

Le communiqué final affirmait: «*Un Etat de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple comme s'il était un ennemi*». La très démocratique république bourgeoise française, qui a semé le sang et le feu dans ses colonies tout au long de sa triste histoire (et encore récemment en étant responsable du génocide au Rwanda), a à de nombreuses reprises lancé son armée contre les prolétaires en France même, notamment après la deuxième guerre mondiale, contre les mineurs. Mais par la suite des corps spécialisés de répression furent mis en place: CRS, Gendarmes Mobiles, qui étaient d'une utilisation plus souple et avec moins de risque d'entraîner des morts d'hommes, ce qui peut provoquer des réactions incontrôlables. Il n'empêche que ces corps répressifs ont fait de nombreuses victimes en France même, notamment les dizaines de morts à Paris lors de la guerre d'Algérie, mais aussi en d'autres occasions comme le massacre commis en 1967 lors d'émeutes en Guadeloupe par les Gendarmes Mobiles (probablement plus de 80 morts).

Mais nos unitaires ne veulent rien savoir de tout ça; pour eux la France est «*le pays des droits de l'homme*» et elle doit respecter «*ses engagements pour les libertés fondamentales*» (?). Donc le problème n'est évidemment pas de lutter contre l'Etat bourgeois; ils demandent au contraire que cet Etat en finisse «*avec les provocations*» afin que puis-

se se renouer «*le dialogue*» et que soit possible «*une issue positive aux crises de notre époque*».

Les réformistes gémissent toujours que par leurs actions, les bourgeois provoquent les prolétaires et mettent ainsi en danger la paix et le dialogue social. Il faut au contraire «*penser les conditions de la désescalade*» et «*cesser de nourrir les tensions*» par l'utilisation d'armes dangereuses, etc

Et pour terminer ces pompiers sociaux pourris jusqu'à la moëlle de pacifisme et de démocratismes, appellent «*toutes les forces vives progressistes* [qu'est-ce à dire? Ce sont les macroniens qui se définissent comme «progressistes»!] *du pays à faire cause commune pour que le gouvernement change de ton et de réponse, pour que la démocratie ne soit pas bafouée, mais renforcée*», etc. Amen!

* * *

Selon le marxisme la plus démocratique des Démocraties bourgeoises n'est qu'une dictature de la bourgeoisie; en «temps normal» cette dernière impose ses buts de manière douce et indolore, y compris par la corruption ou le mensonge, en s'appuyant sur ses laquais réformistes. Dans ces moments-là la violence n'a pas disparu, mais elle est à l'état latent; la «peur du gendarme» suffit à maintenir l'ordre. Mais en période de crise, quand commence à brûler l'incendie social, elle a inévitablement recours à la force et à la violence ouverte.

La démocratie alors n'est pas «bafouée», elle révèle son véritable visage au service de l'ordre bourgeois. La crise des Gilets Jaunes a contraint l'Etat et son appareil judiciaire et policier à montrer à des masses relativement larges qui ne le soupçonnaient pas, quelle est leur véritable nature: violente, terroriste et au service de la classe dirigeante.

Les agents de la bourgeoisie s'emploient à dissimuler cette réalité avec leurs discours soporifiques sur la dé-

mocratie, l'Etat de droit et autres mensonges, car ils veulent empêcher que les prolétaires comprennent que contre le capitalisme et son Etat, il n'y a pas d'autre alternative que d'opposer la force à la force, la violence à la violence. Jamais les gémissements réformistes, les condamnations de l'ONU ou les prières des démocrates, ne protégeront les prolétaires du terrorisme bourgeois!

Comme l'écrivait Lénine, dans «L'Etat et la révolution»:

«La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée – et précisément celle-là – de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de cette propagande, de cette agitation». (6)

(1) Les morts lors d'accidents (ou de passages en force des barrages) sur des ronds-points ne sont pas comptés: il y en aurait eu une dizaine.

(2) A quelques rares exceptions près comme l'ancienne candidate PS à la présidentielle Ségolène Royal, regrettant que le recours à l'armée n'ait pas été décidé plus tôt!

(3) Rapport publié le 12/3. Toubon, en bon politicien bourgeois, redoute dans ce texte que la politique gouvernementale «*sape la cohésion sociale*».

(4) «Manifestations et violences: Non à des mesures liberticides et inefficaces», communiqué du 18/3.

(5) «Et maintenant Macron sort l'armée et interdit les manifestations», communiqué du 22/3

(6) «L'Etat et la révolution» Chapitre 1, point 4. cf <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er1.htm#c1.4>

Les raisons d'une campagne contre l'antisémitisme

La prise à partie verbale du philosophe réactionnaire et raciste Finkielkraut (1) par des Gilets Jaunes a été l'occasion pour le gouvernement et les médias de déclencher une vague d'indignation contre l'antisémitisme.

Pour découvrir le but réel de cette campagne de grand style, à laquelle ont adhéré tous les partis et syndicats, il suffirait de rappeler que rien de semblable n'ait été déclenché après que le

même Finkielkraut se soit fait expulser sous des injures d'une réunion de «Nuit Debout», place de la République, en 2016.

Le gentil mouvement «Nuit Debout» ne représentait pas une menace comme peuvent le faire encore les Gilets Jaunes: le gouvernement a donc décidé d'amplifier l'incident, en l'amal-

(Suite en page 4)

Les raisons d'une campagne contre l'antisémitisme

(Suite de la page 3)

gamant à des tags antisémites de nazillons, pour discréditer le mouvement aux yeux de l'opinion et cimenter une fois de plus la grande union des défenseurs de l'ordre établi.

Nous avons eu droit à une vaste Union sacrée regroupant entre autres

RACISME, ANTISEMITISME :

LES FRUITS POURRIS DE LA DOMINATION BOURGEOISE

Les prolétaires ont pu observer toute la canaille bourgeoise communier, au nom de la lutte contre l'antisémitisme, autour de l'éternelle défense de la République. Il s'agit là d'une pratique récurrente depuis la fin de la dernière guerre mondiale: l'unité nationale contre la «barbarie nazie» et l'antisémitisme dont elle serait seule responsable, est une partie centrale de l'idéologie dominante démocratique en France depuis cette époque. Pour en démontrer son caractère mensonger, il suffit de rappeler que la campagne à grand spectacle contre l'antisémitisme des dernières semaines s'est faite derrière un gouvernement qui avait décidé en janvier de «commémorer» Charles Maurras, leader royaliste qui fut dans la première moitié du XXe siècle le pape de l'antisémitisme français, et derrière le président Macron qui quelques mois plutôt voulait rendre un «hommage national» à Pétain, le plus grand tueur de Juifs de l'histoire de France. De plus, le Premier ministre Philippe s'était déclaré favorable à ce que les brûlots antisémites de Louis-Ferdinand Céline soient republiés par un grand éditeur et donc diffusés massivement.

La montée du racisme et de l'antisémitisme est cependant incontestable.

L'antisémitisme est bien un produit du capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui. C'est une position politique réactionnaire qui a pour fonction de protéger le système capitaliste en attribuant la responsabilité de ses méfaits à une fraction restreinte des capitalistes (les juifs ou supposés tels) afin d'éviter que le système dans son ensemble soit mis en accusation. Les prolétaires combattent tous les capitalistes, qu'ils soient juifs, musulmans, chrétiens ou athées. Malgré ses proclamations et ses campagnes anti-antisémites, la bourgeoisie s'est servie et se servira de l'antisémitisme dans les moments difficiles quand un bouc-émissaire est nécessaire. L'antisémitisme doit être dénoncé et combattu sans hésitation par les prolétaires conscients parce qu'il est au service de la défense de l'ordre bourgeois. Mais il doit être donc clair que la lutte

les partis de gauche (PCF, PS, France Insoumise...) et les syndicats collaborationnistes (CFDT et CGT) avec la droite réactionnaire (Les Républicains et Debout la France) et le gouvernement et ses godillots de LaREM. L'ex-Front National invité par le PS avait décliné la proposition, mais il a fait sa propre manifestation de protestation.

contre l'antisémitisme et toutes les formes de préjugés de supériorité nationale ou raciale, est inséparable de la lutte contre les forces démocratiques et le réformisme ouvrier, bref contre la démocratie impérialiste.

Il faut relever qu'aujourd'hui, ce n'est pas l'antisémitisme qui est le poi-

son le plus insidieux pour la classe ouvrière: c'est le nationalisme (y compris celui raffiné des partis démocratiques et de gauche) et le racisme visant en premier lieu les populations immigrées et issues de l'immigration. La bourgeoisie et son État attisent depuis des décennies pour diviser le prolétariat ce racisme qui suscite bien moins d'indignations politico-médiatiques.

La lutte contre l'antisémitisme est utilisée par la bourgeoisie pour entraîner le prolétariat dans la défense de la démocratie bourgeoise, en pure diversion par rapport aux problèmes quotidiens que rencontrent les prolétaires.

Elle sert aussi de prétexte pour apporter un soutien aux méfaits des impérialistes au Proche-Orient et à leur chien de garde, Israël.

REFUSER LE CHANTAGE À L'ANTISEMITISME

Cette Union Sacrée a débouché sur une proposition de Macron, qui a fait sien la position classique des associations pro-israéliennes: assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme et donc punir les antisionistes, en vertu des lois antiracistes, de peines pouvant aller jusqu'à un an de prison pour dénonciation d'Israël et de ses exactions! Le pouvoir et la presse bourgeoise justifient cette proposition par le fait que des antisémites remplacent dans leurs diatribes le terme «juif» par «sioniste». Demain, ils remplaceront «juif» par «apatride», «cosmopolite» ou par un autre terme dénaturé.

On le voit sans peine la criminalisation de l'antisionisme est une arme de répression massive contre toutes les critiques – et même les plus timorées (genre NPA) – de la politique israélienne au service de l'impérialisme.

L'Etat israélien s'est constitué par l'expropriation sanglante des populations palestiniennes, pratiquement achevée aujourd'hui. Cet Etat, véritable implantation coloniale au Moyen Orient réalisée au nom de l'idéal sioniste avec l'assentiment de tous les impérialismes victorieux dans la seconde guerre mondiale, est fondé sur le «privilège juif» – un ensemble de dispositions légales qui font des non-juifs des citoyens de seconde zone en Israël, tout en accordant aux personnes de religion juive du monde entier la possibilité d'acquérir la nationalité israélienne et d'immigrer dans le pays. Le but est de souder toutes les classes, et particulièrement le prolétariat, dans une solide union nationale sanctifiée par la religion, huilée par un racisme anti-arabe, mais reposant en

définitive sur la capacité de la bourgeoisie israélienne à assurer des conditions de vie meilleures que celles des populations palestiniennes refoulées dans des camps de réfugiés ou vivant dans des régions sous domination israélienne. Ces avantages matériels dont jouissent les prolétaires israéliens juifs expliquent en dernière analyse la solidité de cette union interclassiste, forte au point qu'ils aient accepté de payer le prix du sang dans les guerres continues menées par leur bourgeoisie pour étendre et consolider l'Etat hébreu.

Israël a été soutenu par les impérialistes occidentaux et principalement par les Etats Unis, car à l'époque de la guerre froide il représentait un point d'appui sûr dans une région travaillée par les mouvements anticoloniaux, et où de

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «programme communiste»
Revue théorique en français
- «il comunista»
Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
- «El proletario»,
Journal en espagnol
- «Proletarian»,
Bulletin en anglais

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

nombreux Etats étaient tentés de se rapprocher de l'URSS pour se soustraire à leur pression.

Mais après la chute de l'URSS, la Russie s'est rapprochée d'Israël et aujourd'hui les deux Etats ont des relations qui ne sont pas conflictuelles (fin février le premier ministre israélien a effectué son énième visite officielle Moscou pour discuter de la Syrie). Dans le ciel syrien, avions israéliens, russes,

américains et alliés (français...), se croisent et bombardent pour leurs intérêts particuliers, mais en bonne intelligence. Etat gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient, Israël a démontré au cours de son histoire qu'il était aussi l'ennemi des prolétaires et des masses exploitées dans le monde: il suffit de rappeler son soutien indéfectible à l'Afrique du Sud de l'apartheid ou au Chili de Pinochet.

avec détermination et énergie. C'est sur ce terrain réel que les communistes révolutionnaires travaillent à l'unité de classe. Et elle se fera dans le vif de la lutte sur le terrain de classe, en combattant toutes les forces bourgeoises, les faux amis réformistes et pacifistes, les faux révolutionnaires qui prétendent soumettre la lutte prolétarienne à l'unité avec les forces collaborationnistes, ces piliers de l'impérialisme.

BRISER LE CONSENSUS BOURGEOIS ET IMPÉRIALISTE

Les communistes refusent de mêler la voix de la révolte et de la haine de classe aux larmes de crocodile des politiciens réactionnaires et des défenseurs de la démocratie bourgeoise.

La classe ouvrière a son but et ses méthodes à elle. Elle seule peut venir à bout du racisme et de la violence réactionnaire contre les minorités (Juifs, gays, lesbiennes...) ou contre les fem-

mes, parce qu'elle seule combat résolument l'ordre capitaliste et tous ses larbins.

Cette position théorique ne signifie nullement une abstention pratique ou une dérobade. Elle suppose au contraire que sur le terrain de l'action immédiate, la lutte de défense contre les crimes racistes et contre la violence légale et para-légale de la bourgeoisie soit menée

(1) Finkielkraut soutient la thèse du «Grand remplacement» formulée par celui qu'il appelle publiquement son «ami», l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus. Ce dernier prétend qu'un remplacement de la population blanche de souche par une population immigrée, arabe et africaine, est en cours, en France et en Europe, à l'initiative des «élites». Finkielkraut reproche seulement à Camus de comparer ce prétendu «Grand remplacement» au génocide des Juifs.

«Grève mondiale pour le climat» : Se mobiliser pour «Sauver le climat» ou lutter pour renverser le capitalisme?

Depuis quelques mois on assiste dans un certain nombre de pays à une mobilisation des jeunes sur la question du réchauffement climatique. Une jeune suédoise de 15 ans, Greta Thunberg, a été l'initiative de grèves d'élèves et de manifestations «pour le climat» les vendredis devant le parlement à Stockholm.

Ce mouvement s'est étendu ensuite à l'étranger. Il a reçu un écho particulièrement fort en Suisse (le 18 janvier 8000 élèves manifestaient à Lausanne, 22 000 dans toute la Suisse) et en Belgique (75 000 manifestants à Bruxelles le 21 février): dans ces deux pays le nombre de jeunes manifestants est sans précédent depuis de longues années. Il y a eu aussi des manifestations importantes en Allemagne en Australie, etc.

Sur la lancée des mobilisations dans ces pays et ailleurs une «grève mondiale pour le climat» a été annoncée par «Youth for climate», l'association dont fait partie Thunberg, pour le 15 mars (1). Que penser de ces mobilisations?

Les déclarations du mouvement s'adressent aux Etats en les appelant «à prendre leurs responsabilités»; en Belgique les mobilisations sont calées sur le calendrier des élections européennes. Greta Thunberg a été reçue par Macron, félicitée par Merkel et elle a été invitée au forum de Davos (Suisse) qui réunit les plus grands patrons et les dirigeants les plus influents du monde. En France le ministre de l'éducation Blanquer a

décidé l'organisation le 15 mars «dans tous les lycées de France» de débats sur l'environnement, etc.

Ces quelques exemples montrent que le mouvement n'est pas vu d'un mauvais œil par les responsables bourgeois. Et pourquoi le serait-il?

S'il critique l'*«inaction des pouvoirs publics»* voire des *«adultes»*, il ne remet pas en cause l'organisation politique et économique de la société, comptant au contraire sur les structures politiques existantes pour qu'elles agissent, appelant y compris les multinationales à se mobiliser pour le climat. Ignorant les classes sociales et la lutte entre les classes il compte sur la bonne volonté et la prise de conscience de tous pour «préserver l'humanité». Comment pourrait-il comprendre que dans le mode de production actuel, le capitalisme, ce qui compte c'est **préserver les profits**? Ce n'est ni l'incapacité, ni l'irresponsabilité des gouvernements, qui cause des ravages à l'environnement, mais la course folle aux profits à laquelle aucune entreprise capitaliste ne peut se soustraire et à laquelle aucun Etat bourgeois ne peut tourner le dos. C'est une bien triste utopie de croire et faire croire que des grèves lycéennes et des manifestations périodiques, si nombreux soit le nombre de participants, ou des discussions avec les dirigeants du monde, si «émouvants» soient les porte-paroles, pourraient changer le moins

du monde cette réalité.

SAUVER LA PLANÈTE?

Les écologistes, jeunes ou non, affirment souvent qu'il faut agir d'urgence pour «sauver la planète» (2), cette «urgence» étant mise en avant pour justifier d'utiliser tous les moyens à disposition – c'est-à-dire les moyens mis à disposition par le système politique bourgeois. En réalité la planète n'est évidemment pas menacée par le réchauffement climatique: même si la température augmentait de quelques centaines de degrés, elle serait toujours là.

Mais peut-être veulent-ils parler de l'espèce humaine? Cependant l'humanité, née dans des régions tropicales ou subtropicales, pourrait supporter une augmentation de la température. Les victimes et les destructions lors des «catastrophes naturelles» (incendies, ouragans, inondations, etc.) qui sont souvent attribuées au réchauffement climatique, sont en fait causées par l'organisation capitaliste de la société: c'est cette dernière qui fait peser une menace sur l'avenir de l'humanité, quelle que soit la température!

Au cours de son histoire la planète a connu des variations importantes de température. Il y a eu non seulement des époques bien plus chaudes, mais aussi

(Suite en page 6)

«Grève mondiale pour le climat» : Se mobiliser pour «Sauver le climat» ou lutter pour renverser le capitalisme?

(Suite de la page 5)

des époques bien plus froides. Des périodes glaciaires, durant de 50 à 100 000 ans, et séparées par des périodes interglaciaires durant de 10 à 20 000 ans, se sont succédées depuis plus de 60 millions d'années au moins. Les causes de ces variations climatiques ne sont pas réellement connues. Nous nous trouvons actuellement et depuis 15 000 ans environ dans une période interglaciaire.

Le réchauffement correspondant à l'entrée dans celle-ci a eu des effets importants pour l'humanité; non seulement il lui a permis de migrer vers des régions autrefois sous les glaces, mais surtout il a permis l'apparition et le développement de l'agriculture et donc de la sédentarisation. La croissance démographique qui a suivi a eu comme conséquence l'apparition des premières civilisations, phénomène qui s'est produit à peu près à au même moment dans le monde. Signalons que ce réchauffement n'a pas été exempt lui aussi de variations, avec des périodes un peu plus chaudes qu'aujourd'hui et des périodes un peu plus froides (3).

Mais la particularité de la phase actuelle de réchauffement est qu'elle est en grande partie le résultat non de «l'activité humaine» en général comme le disent les médias, mais du développement **capitaliste**. Entre autres pollutions et destructions environnementales, la production capitaliste a entraîné l'émission de gaz à «effet de serre» (4) en quantités importantes qui retentissent sur le climat mondial en provoquant un accroissement du réchauffement en cours.

FUMISTERIE DES ACCORDS ETATIQUES POUR LE CLIMAT

A tel point que les dirigeants de la plupart des pays du monde ont fini par s'entendre pour limiter les émissions de ces gaz, lors des fameuses «COP», ces conférences internationales sur l'environnement existant depuis les années 70. En effet les spécialistes ont fini par les convaincre que le réchauffement, s'il atteignait un certain nombre de degrés, pourrait provoquer des crises économiques, des guerres, des migrations de populations, etc. Ce n'est donc pas la planète ou l'humanité qui sont menacées, mais la **bonne marche du capitalisme!**

C'est cela qui explique la signature en 2015 des accords de Paris, lors de la COP 21, et des actions similaires, et non

le souci soudain chez ces dirigeants bourgeois de préserver la nature. Les écologistes se plaignent, avec raison, que les engagements pris en 2015 lors de la COP 21 sont insuffisants et non contraignants; en outre, comme on le sait, les Etats-Unis avec Trump se sont retirés de l'accord. Alors que le réchauffement climatique, phénomène mondial, nécessiterait une réponse unifiée au niveau mondial, les différents Etats n'arrivent qu'à des accords *a minima* et dont les engagements ne sont en outre jamais vraiment respectés (5). Du coup, lors de la COP 24 en décembre en Pologne, les participants ont renoncé à fixer des engagements précis!

Au fond il n'y a rien d'étonnant dans la politique des Etats bourgeois: les capitalistes ne sont prêts à accepter des mesures, même si elles leur seront bénéfiques à long terme, que à si court terme elles ne font pas obstacle à leurs profits.

Pour ce qui est du gouvernement Trump, il s'est lancé dans une politique agressive de revitalisation de la puissance économique américaine; il ne pouvait donc pas ne pas accéder aux demandes des secteurs capitalistes comme les industries du pétrole, du charbon et autres qui trouvent intolérable toute velléité de restreindre ou de contrôler leur production (6). C'est la démonstration qu'il est illusoire de croire que le capitalisme pourrait s'auto-réguler pour le bien-être de l'humanité.

SEULE LA DESTRUCTION DU CAPITALISME METTRA FIN EN MÊME TEMPS QU'AUX ATTEINTES AU CLIMAT ET À L'ENVIRONNEMENT, À LA MISÈRE, À L'OPPRESSION ET AUX MASSACRES CONTINUELS QUI JONCHENT SON HISTOIRE

Les jeunes écologistes qui manifestent pour «sauver le climat» ne se soucient pas de l'exploitation, de l'oppression et de la précarité dont souffrent les prolétaires et les masses déshéritées du monde. Ils ont la chance de vivre dans des sociétés qui ne connaissent pas la guerre ni des situations d'extrême pauvreté. On peut donc comprendre qu'ils se laissent facilement prendre au piège de l'idéologie démocratique dominante pour qui les oppositions de classe n'existent pas, la société actuelle est la seule possible et les pacifiques mouvements d'opinion le moyen d'obtenir des résultats en faisant calmement

pression sur les «décideurs».

Mais ni l'antagonisme entre les classes, ni la misère et l'oppression ne sont absentes des opulentes sociétés européennes. Les jeunes, du moins ceux issus des classes salariées, s'en apercevront vite dès qu'ils entreront dans le monde du travail. C'est d'ailleurs probablement l'inquiétude par rapport à cet avenir immédiat plutôt qu'à celui du climat, qui est à la racine de leurs mobilisations actuelles.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'ils seront confrontés à l'implacable réalité de l'exploitation capitaliste, ils comprendront qu'il n'existe pas d'autre solution à tous les maux de la société que la destruction de ce mode de production.

Ils constateront que la lutte pour résister aux attaques permanentes du capitalisme, la lutte pour combattre ses méfaits et ses crimes de quelque nature qu'ils soient, y compris «climatiques», ne peut pas être une lutte commune à tous, une lutte pour des intérêts supposément «généraux», mais qu'elle ne peut être qu'une lutte **de classe**, la **lutte du prolétariat**: parce qu'il est la classe de ceux qui n'ont rien perdre, de ceux qui n'ont aucun intérêt les liant à la survie du capitalisme, le prolétariat est la seule classe qui peut en finir avec le capitalisme et ouvrir la voie à une société sans classes ni Etats, le communisme, où l'humanité vivra en harmonie avec la nature.

Mesurant quelle impasse représente le réformisme écologiste interclassiste, les jeunes pourront alors s'engager aux côtés de tous leurs camarades de classe dans la lutte pour la révolution communiste internationale!

(1) En France les organisations lycéennes et étudiantes UNEF, FAGE, l'UNL, FIDL, SOLIDAIRES étudiants, le MRJC, les Scouts de France, etc. appellent à cette grève: une belle unanimité qu'on n'avait pas vue lorsqu'il s'est agi de s'opposer à la réforme scolaire de Blanquer!

(2) Voir par exemple les déclarations de Redfox, l'organisation des jeunes du PTB (Parti du Travail de Belgique): «*Ce sont des mesures radicales dont nous avons besoin aujourd'hui si nous voulons sauver notre planète. Imposer des normes aux plus grands pollueurs Aujourd'hui pas demain!*». cf https://fr.redfox.be/climat_solutions_individuels_ou_collectives. Imposer des normes de pollution pour sauver la planète: rarement le réformisme s'est montré aussi naïf...

(3) Le dernier refroidissement, appelé «petit âge glaciaire», a duré près

de 500 ans, en gros de 1350 à 1850 et il a concerné toute la planète. Il succédait à l'«optimum climatique médiéval», qui avait commencé en l'an mille, où les températures étaient plus élevées qu'actuellement. Il a existé aussi auparavant un «optimum romain» qui a duré quelques siècles.

(4) Causé par l'atmosphère, l'«effet de serre» est ce qui permet à la planète de retenir assez de la chaleur rayonnée par le soleil pour être habitable. La planète Mars a une atmosphère trop fine pour produire un effet de serre suffisant, et les températures y sont extrêmement basses (- 60° en moyenne); alors qu'à l'inverse Vénus, dotée d'une atmosphère dense, connaît un effet de serre intense qui porte la température moyenne au sol à 470 °. Résultat: ces deux planètes sont inhabitables.

(5) Le rapport de «l'observatoire cli-

mat-énergie» publié l'automne dernier montre que la France, qui avait joué un rôle de premier plan pour faire admettre à la COP 21 des engagements précis en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, n'a pas respecté ses engagements. Elle n'est pas isolée: les autres pays européens, les Etats-Unis,

le Brésil, la Russie, la Chine, etc., sont dans le même cas.

(6) Ce sont d'ailleurs ces entreprises capitalistes telle la pétrolière ExxonMobil qui financent aux Etats-Unis les études remettant en cause le réchauffement climatique. Cf latribune.fr, 16/9/16

« Il Comunista »

Nr.158 - Marzo 2019

Nell'interno

- Sulle Vie della Seta. L'imperialismo italiano alla ricerca di nuovi sbocchi di mercato si apre anche all'imperialismo cinese spinto ad un espansionismo planetario
- Origini mai perdute: Livorno 1921
- «Sciopero globale per il clima»: Mobilitarsi per «salvare il clima» o lottare per rovesciare il capitalismo?
- Ma quali pensioni con «Quota 100»?
- Proletari migranti e italiani: fratelli di classe!
- Democrazia, dall'antico elitarismo, al rivoluzionarismo borghese e all'inganno sistematico
- Algeria: le manifestazioni di massa possono anche scuotere il clan Bouteflika, ma per rovesciare il capitalismo ci vuole la lotta del proletariato con il programma storico del comunismo rivoluzionario!
- Di fronte alla mobilitazione delle masse, il potere manovra, l'opposizione borghese si prepara a prendere il sopravvento e l'opportunismo a deviare la mobilitazione delle masse algerine. Il proletariato deve prepararsi a guidare la lotta contro il capitalismo!
- Venezuela. Né Maduro né Guaidó, ma lotta indipendente del proletariato contro il capitalismo
- 8 marzo: giornata della colossale ipocrisia sull'emancipazione della donna.
- Una prefazione di Lenin a *L'Imperialismo, fase suprema del capitalismo*.
- Per il sostegno alla nostra stampa
- Esplode la rabbia nel carcere di Poggioreale di Napoli

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €; 5 CHF; £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €; 50 CHF; £ 12

Algérie

Face aux manifestations et la mobilisation des masses, le pouvoir manœuvre, l'opposition bourgeoise se prépare à prendre la relève et l'opportunisme à dévier la mobilisation des masses algériennes. Le prolétariat doit se préparer à se porter à la tête de la lutte contre le capitalisme!

(Suite de la page 1)

te: il s'agit pour le pouvoir de gagner du temps en faisant des promesses creuses qui ne représentent pas la moindre concession: la déclaration signifie simplement que Bouteflika et son clan avec lui restent pour l'instant aux commandes pour une durée indéterminée, sans même avoir à jouer la comédie d'une élection présidentielle!

Déjà le 3 mars le pouvoir avait tenté une manœuvre encore plus grossière avec la publication d'une lettre où Bouteflika s'engageait de ne pas aller jusqu'au bout de son mandat après son élection et de ne pas se représenter une sixième fois! Cela ne pouvait évidemment pas arrêter les manifestants qui ont au contraire vu leur nombre s'accroître.

La leçon est claire: le clan présidentiel n'entend pas laisser facilement les rênes, car ce serait pour lui abandonner des places qui sont synonyme de prébendes et d'affaires en tout genre. Il a reçu en outre le soutien de l'impérialisme français: celui-ci est sorti de son silence pour soutenir la manœuvre de Bouteflika. Par la voie du nouveau vice-premier ministre Ramtame Lamamra, le pouvoir algérien a répondu qu'il avait le souci de garantir la «*stabilité et de la sécurité*» dans le pays et la région (2): il avait bien entendu en vue la stabilité et la sécurité de l'ordre bourgeois et impérialiste.

Devant la détermination dont les masses font preuve le pouvoir doit cependant trouver des accords et des compromis – non avec les prolétaires et les masses pauvres qui sont le véritable moteur du mouvement actuel, mais avec des forces bourgeoises ou des clans opposés: tel est le sens de cette «conférence nationale inclusive» qui reprend la recette utilisée il y a une vingtaine d'années pour surmonter les crises po-

litiques en Afrique, ou les appels du pied à des personnalités d'opposition pour qu'elles intègrent le gouvernement.

Il est peu probable que ces appels soient entendus dans l'immédiat; mais les opposants bourgeois et petits bourgeois commencent à s'affairer pour trouver une «transition» qui soit acceptable pour le pouvoir, comme il ressort par exemple de leur réunion du 13 mars où ils ont accusé le pouvoir d'être «*un danger pour la stabilité et la sécurité du pays*»: eux aussi ont comme souci principal la stabilité de l'ordre établi!

De leur côté, les partis opportunistes dits d'«extrême gauche» dénoncent la manœuvre du pouvoir et ils appellent à la poursuite des mobilisations. Mais s'ils critiquent les tentatives de replâtrage du pouvoir, ils n'avancent d'autre perspective que celle d'une «Assemblée Constituante» qui résoudrait démocratiquement tous les problèmes.

Le cas de la Tunisie a pourtant démontré s'il le fallait qu'une Assemblée Constituante est le meilleur moyen pour le maintien de l'Etat bourgeois et du système capitaliste. Ce n'est pas par une consultation démocratique où se retrouvent et discutent les élus de toutes les classes sociales que les intérêts des exploités peuvent être défendus, mais seulement par leur lutte directe, **classe contre classe**. Dans son explication de ce que devrait être cette Assemblée constituante, le PT (Parti du Travail, «trotskyte lambertiste») a mis les points sur les i en déclarant que devraient y participer les patrons lésés par le clan Bouteflika – c'est-à-dire des exploités, des ennemis des travailleurs! D'ailleurs il n'a pas hésité à déclarer le 4/3 qu'il était (maintenant !) pour le renversement du «système»,

(Suite en page 8)

Algérie ...

(Suite de la page 7)

mais afin de mieux «préserver» l'Etat! Les manifestants qui ont expulsé les dirigeants du PT de la manif du 1/3 avaient donc parfaitement compris que ces gens-là seront toujours du côté du pouvoir bourgeois.

Les prolétaires et les masses exploitées ne doivent pas se laisser duper par de tels marchands d'illusions ou égarer par l'unanimité qui règne actuellement contre Bouteflika et son clan.

Il ne suffit pas de changer les politiciens à la tête de l'Etat, de remplacer un clan par un autre, pour que cessent le chômage, la misère et l'oppression. Le capitalisme en est le responsable et l'Etat bourgeois est le garant et le rempart du capitalisme : c'est contre eux qu'il faut lutter, c'est eux qu'il faut abattre ! Les manifestants prolétariens qui revendiquent la fin du « système » et un « changement radical », qui scandent que « tous doivent partir », refusant une simple réforme, un simple replâtrage du pouvoir en place, le savent d'instinct.

Mais entrer la lutte contre le capitalisme entraînera inéluctablement l'opposition de tous ceux –politiciens, corporations et classes sociales – qui veulent seulement rénover ce système ; on voit déjà poindre les condamnations du

mouvement de grèves « parce qu'il divise les Algériens ».

Pour lutter contre le capitalisme le prolétariat ne peut faire autrement que s'organiser de manière indépendante, sur ses bases de classe et pour ses propres intérêts, sans craindre de déchirer les rêves d'union nationale et de fraternité démocratique dont s'enivrent les petits bourgeois: bourgeois et prolétaires ont des intérêts distincts et opposés, il ne peut y avoir entre eux l'union mais seulement la lutte jusqu'au bout.

Quels que soient les résultats immédiats des manœuvres du pouvoir et de l'opposition bourgeoise et petite bourgeoise, les prolétaires doivent savoir que de durs affrontements les attendent s'ils veulent en finir avec le système capitaliste. En lien étroit avec les prolétaires des autres pays, ils devront entraîner derrière eux les masses exploitées à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Leur objectif ne sera pas l'instauration d'une « deuxième république » bourgeoise, mais la destruction de l'Etat bourgeois, la constitution de la **république prolétarienne**, c'est-à-dire la **dictature internationale du prolétariat**, qui aura pour tâche d'instaurer la société communiste sur les ruines du capitalisme.

La grandiose mobilisation actuelle n'est pas encore le début de cette révolution ; mais elle peut constituer un grand pas en avant si le prolétariat pro-

fite de l'ébranlement de l'ordre bourgeois non seulement pour entrer en lutte sur ses propres bases mais aussi pour se doter de son organisation de classe indispensable au succès du combat.

Il reviendra aux prolétaires conscients et aux militants d'avant-garde de travailler dans cette perspective.

Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme !

Pour la reconstitution du parti de classe international!

15 mars 2019

(1) Cette déclaration affirmait aussi que Bouteflika n'avait jamais eu l'intention de briguer un nouveau mandat. Il ne s'agissait donc que d'un malentendu? C'est encore une fois se moquer du monde !

(2) Lors d'une émission de la «chaîne 3», le 13/3, il a déclaré à l'adresse des classes dominantes des autres pays que L'Algérie doit continuer à être « *exportatrice nette de stabilité et de sécurité dans la région* ». Marine Le Pen, en bonne défenseuse de l'ordre bourgeois, a demandé que la France n'accorde plus de visas à des Algériens : ce qu'elle redoute, c'est l'**exportation de la révolte**. Les prolétaires eux appellent à la lutte de classe internationale et à la solidarité prolétarienne par delà les frontières !

Algérie : Seule la lutte prolétarienne peut faire dégager le système capitaliste !

LA MOBILISATION DES MASSES À UN TOURNANT

Au bout de plus d'un mois de manifestations, de mobilisations et de grèves contre la candidature de Bouteflika – alors même qu'il est impotent – à un cinquième mandat présidentiel, le pouvoir a été contraint à reculer.

Après avoir tergiversé et grossièrement manœuvré, il a finalement annoncé le 26 mars par la bouche du général Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et vice-ministre de la défense dans le gouvernement démissionnaire, que Bouteflika devait être déclaré inéligible pour raisons de santé. Une transition pourrait alors s'engager conformément aux prescriptions constitutionnelles (article 102, etc.).

Il est assez clair qu'il s'agit d'une nouvelle manœuvre : cette transition, qui durerait quelques mois, resterait en effet entre les mains des dirigeants

actuels. En lâchant ouvertement Bouteflika le pouvoir veut gagner du temps pour mettre en place un ravalement de façade du système politique, tout en misant sur l'essoufflement de la mobilisation.

Mais la profondeur de la crise politique actuelle est telle que les demi-mesures et les contorsions du pouvoir tournent à vide. Les manifestants toujours plus nombreux à sortir dans les villes d'Algérie ont, le 29 mars, répondu à la déclaration de Gaïd Salah en réitérant leur revendication d'en finir non pas avec un individu en particulier, mais avec « le système » dans son ensemble – dont Gaïd est l'un des piliers !

LA FORCE PRIME LE DROIT

La crise politique a attisé les rivalités entre cliques bourgeoises, y compris au sein du «clan présidentiel»: alors que de nombreux caciques

de ce dernier ont rallié la position de Gaïd Salah, d'autres cherchent une solution différente pour se maintenir aux commandes. Un compromis entre eux paraissait avoir été trouvé avec la formation le 31 mars du nouveau gouvernement où sont présents des personnalités des deux bords: face à la rue, le clan essaye de serrer les rangs. Mais il semble qu'il ne s'agisse que d'une trêve...

Parmi les partis et les personnalités de l'opposition, certains soutiennent l'initiative du chef d'état-major au nom du respect de la « légalité constitutionnelle ». Comme si cette fameuse constitution était, exactement de la même façon que tous les textes de ce genre, autre chose qu'un chiffon de papier déchiré en outre par ceux-là même qui prétendent lui être fidèles ! En effet du point de vue constitutionnel, la déclaration de Gaïd Salah n'avait aucune valeur; sa seule valeur repose sur le fait qu'elle a été prononcée par le chef de l'armée. Et

il n'y a pire fumisterie que le fameux article 7 de la constitution, selon lequel «le peuple est la source de tout pouvoir»: chacun sait que la source réelle du pouvoir est l'armée. C'est une leçon très précieuse, donnée une nouvelle fois, que les prolétaires ne doivent jamais oublier: la force prime le droit. Derrière toutes les constitutions et leurs phrases creuses, c'est en dernière instance la force brute qui est le pilier de l'Etat et le garant du système économique. Et c'est la force qui devra le briser pour supprimer ce système. Les bourgeois voudraient inculquer le respect superstitieux de la légalité et de la Constitution pour cacher cette réalité. Tâche ardue car l'histoire des dernières décennies en Algérie a donné suffisamment de preuves que l'armée ne s'est jamais embarrassée de scrupules légalistes ou constitutionnels lorsqu'il s'est agi de réprimer dans le sang toute révolte...

RÉFORME OU RÉVOLUTION ?

Si toutes les corporations et toutes les classes, à l'exception d'une petite «bande de profiteurs», peuvent se retrouver sur l'objectif de «dégager» quelques personnalités du clan présidentiel, voire le clan tout entier, cette unité se brise immédiatement dès que se pose la question de savoir par quoi et qui les remplacer.

Pour les prolétaires et les masses pauvres la lutte contre «le système» est au fond la lutte contre tout un système socio-économique qui les exploite, les opprime et les réprime: le **système capitaliste**, avec sa classe dominante et son Etat. Sans la suppression du capitalisme leur situation ne peut changer ; au contraire elle ne peut qu'empirer en raison des crises capitalistes qui se répètent au niveau international et dont la crise du capitalisme algérien, étroitement dépendant du marché mondial, fait partie. La lutte contre le capitalisme, contre l'Etat bourgeois et contre la classe dirigeante toute entière en découle donc nécessairement.

Pour les bourgeois et les petits bourgeois la lutte contre le système a seulement pour but d'avoir librement accès aux affaires et aux bonnes places ; pour eux il n'est pas question de lutter contre le capitalisme, mais de le protéger, de le réformer et de le revitaliser, en rectifiant les «abus» les plus criants et en éliminant les corrompus les plus voyants ; il n'est pas question de détruire l'Etat bourgeois, mais de le démocratiser ; il n'est pas question de renverser la classe dominante, mais de s'y intégrer !

En un mot alors que l'objectif des

prolétaires ne peut être que celui de la **révolution**, politique et sociale, l'objectif des bourgeois et des petits bourgeois est celui de la **réforme** politique.

L'ILLUSION DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'UNITÉ NATIONALE, ARME LA PLUS DANGEREUSE DE LA BOURGEOISIE

Le plus dangereux aujourd'hui pour les prolétaires et les masses exploitées est l'illusion qui accompagne spontanément l'unanimité interclassiste de la mobilisation en cours contre Bouteflika et son clan : l'illusion de la démocratie et de l'unité nationale. La conséquence de l'interclassisme est que les intérêts des prolétaires et des exploités sont mis de côté au profit d'un prétendu intérêt général qui unirait tous les citoyens, quelle que soit leur classe sociale.

Mais en réalité cet intérêt général n'est que **l'intérêt du capital**. Capitalistes et chômeurs, prolétaires et bourgeois, n'ont pas les mêmes intérêts ni donc les mêmes objectifs. Par exemple les intérêts d'un Rebrab, le plus riche capitaliste privé du pays, patron du groupe Cevital, et ceux des prolétaires qu'il emploie dans ses usines sont complètement opposés : l'un s'enrichit de l'exploitation des autres. Si le groupe Cevital se proclame «entreprise citoyenne» et affirme soutenir le mouvement en cours pour la démocratisation de l'Algérie (1), c'est qu'il sait que la «démocratie» sert ses intérêts. Certains de ses ouvriers lui ont d'ailleurs répondu de la meilleure façon possible en déclenchant le 20 mars une grève illimitée (2)...

Les marxistes expliquent depuis toujours que la plus démocratique des démocraties ne peut être qu'une façade voilant la dictature de ceux qui possèdent tout (y compris les moyens de façonner l'opinion publique), la classe dominante bourgeoise : tant que celle-ci n'est pas renversée et que le capitalisme n'est pas détruit, l'émancipation des prolétaires et des masses exploitées est impossible. En donnant l'illusion que, grâce à elle, il est possible de décider en pleine «souveraineté» de leur sort, la démocratie a pour fonction de détourner les prolétaires de la lutte ouverte qui est leur seul moyen de se défendre et de renverser l'ordre établi.

NON AUX SUBTERFUGES DÉMOCRATIQUES, OUI À LA LUTTE DE CLASSE !

Les opposants, du FFS aux trots-

kystes, qui préconisent une «assemblée constituante» entretiennent cette mortelle illusion. Aucune assemblée constituante, aucune instance démocratique, ne permettront jamais de remédier aux souffrances et aux difficultés sociales de toute espèce causées par le capitalisme ; mais par contre elles peuvent être un moyen pour le capitalisme algérien de sortir sans trop de heurts de la crise politique actuelle. Il faut donc les dénoncer et les combattre comme des impasses, des subterfuges qui ne profitent qu'à la bourgeoisie.

Après des semaines de mobilisation suivies de reculades et demi-reculades du pouvoir, la situation est arrivée à un tournant avec la formation du nouveau gouvernement. Il est douteux que la destitution de Bouteflika suffise à calmer les masses. Elles auront tendance à vouloir augmenter la pression en dépassant le stade des simples manifestations pacifiques pour passer à un niveau supérieur, même si la menace du recours à la répression, brandie il y a quelques semaines par le pouvoir, n'a pas disparu. L'union interclassiste sera alors condamnée à se fracasser sur la réalité de l'antagonisme entre les classes.

Quoi qu'il en soit, la seule voie non illusoire à suivre est celle de la lutte prolétarienne contre le capitalisme, de la **lutte de classe** pour en finir réellement avec le système capitaliste et non pas simplement le réformer superficiellement. Mais pour cela le prolétariat doit tout d'abord rejeter les paralysantes illusions petites bourgeoises d'unité populaire, afin d'entrer en lutte et de s'organiser sur des bases de classe – aussi bien sur le plan des luttes économiques et immédiates que sur le plan de la lutte politique révolutionnaire, en conformité avec le programme historique de la révolution communiste internationale.

Cette perspective de constitution des armes de classe du prolétariat, et en premier lieu de son parti, ne peut se concrétiser du jour au lendemain. Elle peut paraître complètement hors de portée aujourd'hui, mais c'est pourtant la seule réaliste, la seule porteuse d'avenir.

1/4/2019

(1) Communiqué du 3/3 du groupe Cevital pour décommander une marche de soutien à l'entreprise.

(2) Grève à Métal Structure, dans les environs de Rouiba.

Algérie

Pour la lutte de classe prolétarienne!

(Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un texte publié fin février par «Le Communiste International. Pour le Soulèvement Révolutionnaire». C'est, depuis le début de l'année, le nouveau titre du «Bulletin d'information sur la situation de la classe laborieuse en Algérie» que nous avons présenté à nos lecteurs sur le n°530 de notre journal)

Prolétaires! Camarades !

Chômage, exploitation accrue, tensions sociales toujours plus aiguës, conflits politiques et militaires (la guerre contre l'état marocain qu'ils nous préparent) se profilant en chaîne à l'horizon : voilà le tableau que nous offre le capitalisme Algérien de 2019. La fameuse « reprise économique » au nom de laquelle on nous appelait à accepter des sacrifices « temporaires » révèle son véritable visage : sous l'aiguillon de la concurrence internationale déchaînée, la « restructuration » accélérée de l'économie accroît encore le chômage tandis que l'inflation continue et que le salaire réel baisse.

Le capitalisme lui-même balaie ainsi le mythe de la société « prospère », « libérée » de la misère et de la peur, et confirme la thèse classique du marxisme : les gigantesques capacités de croissance et d'expansion du capital ont pour contrepartie l'exploitation, l'instabilité, l'incertitude du lendemain, le mépris cynique de la vie, le gaspillage démentiel des ressources sociales, dont les premières victimes sont les prolétaires, c'est-à-dire ceux-là même qui font tourner au prix de leur sueur la machine productive. La seule certitude qu'il puisse offrir à ses esclaves, c'est qu'il prépare un nouveau cycle d'expansion et d'accumulation frénétique qui mènera à des crises toujours plus étendues et violentes, en ne reconstruisant que pour détruire, en détruisant pour reconstruire.

Un autre mythe s'écroule au moment où la pression de l'Etat se fait plus forte sur les prolétaires pour les plier aux exigences de la production capitaliste. C'est celui que répandent dans les rangs ouvriers les mille variantes de l'opportunisme social, démocrate et les partis dits des travailleurs, le mythe d'une réforme graduelle et pacifique de la société capitaliste, d'une adaptation de l'Etat, ce conseil d'administration du capital, aux besoins et aux aspirations du prolétariat en échange d'un respect servile de ses lois, et de la subordination des besoins élémentaires de vie et de lutte des travailleurs aux exigences du capital national.

Prolétaires! Camarades !

Le mode de production capitaliste est

basé sur des antagonismes de classe que ses représentants officiels et ses laquais opportunistes essaient en vain de masquer ou d'atténuer, mais qui explosent violemment à intervalles réguliers. Cela montre que nous ne pouvons défendre nos conditions de vie et de travail qu'en rompant avec la défense de l'économie nationale, cette machine à nous exploiter à laquelle les valets réformistes de la bourgeoisie veulent nous enchaîner.

Ce mode de production est basé sur une guerre permanente entre capital et travail. Cela signifie que nous ne pouvons pas résister à ses violentes attaques (qui ne cessent pas même quand il se paie le luxe de nous jeter quelques miettes de plus) sans répondre à sa guerre par notre guerre.

Le capital se dresse contre nous en mobilisant toutes les ressources matérielles et idéologiques dont sa classe dispose grâce à son monopole sur toutes les richesses. Nous devons lui opposer le front compact de la solidarité entre tous les exploités, de toutes les catégories, de toutes les usines, de tous les pays, « nationaux » et immigrés, travailleurs actifs et chômeurs, jeunes et vieux, hommes et femmes, en agissant de l'intérieur et de l'extérieur des organisations syndicales que nous avons nous-mêmes créées en un siècle d'histoire, pour qu'elles fassent au moins ce qu'elles déclarent encore malgré tout vouloir faire pour la défense de nos conditions d'existence.

Le capital prétend que lorsqu'il diminue notre salaire ou nous jette sur le pavé, il le fait « dans l'intérêt de la communauté nationale ». Nous répondons que pour nous il n'existe qu'une seule communauté, celle de notre classe, et que notre véritable intérêt nous impose d'arracher par la force des augmentations de salaires pour les travailleurs actifs, le salaire intégral pour les chômeurs, les licenciés et les retraités, la diminution radicale de la journée de travail sans diminution de salaire, la suppression des heures supplémentaires!

Le capital nous promet de satisfaire nos revendications, mais demain seulement, quand les investissements auront eu le temps de faire repartir la machine économique (en comptant sur le « sens des responsabilités » de nos soi-disant « représentants politiques et syndicaux »

pour nous faire respecter les règles du jeu : ordre, discipline, productivité, ascétisme!). Nous répondons que les augmentations de salaires et la réduction du temps de travail, nous les voulons TOUT DE SUITE, et que nous n'avons pas l'intention d'abandonner nos revendications contre des promesses lointaines et vides, et encore moins d'abandonner nos moyens élémentaires de lutte, au premier rang desquels nous mettons la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée!

En cette année 2019, les partis fausement ouvriers nous appellent à subordonner notre défense à l'arrivée au pouvoir par les voies pacifiques et parlementaires d'un nouveau gouvernement « de gauche » (MDS, Sadek du PST au sénatoriale ...) qui pourrait soi-disant imposer les revendications sans lutte de classe. Nous répondons qu'il n'y a rien à attendre des élections, ni d'un gouvernement de gauche mais tout de la lutte prolétarienne résolue et sans trêve!

CONTRE LA PERSONNIFICATION DE L'ENNEMI: CLASSE CONTRE CLASSE!

Camarades, Prolétaires !

Nous devons intervenir pour combattre tous ces bourgeois et ces petits bourgeois qui veulent personnifier l'ennemi en la personne de Boutef mais surtout ces faux partis socialistes qui n'hésitent pas à parler du « régime de Bouteflika » ou de « bouteflikisme ». Oublier à ce moment que ce ne sont pas les personnes individuelles mais les classes – organisées en parti – qui font l'histoire, signifie renoncer aux conquêtes révolutionnaires, à la théorie marxiste (...).

Prolétaires! Camarades!

La guerre de résistance contre le capital est nécessaire et inéluctable. Nous devons la mener comme une seule armée, où n'existent aucun privilège de catégorie ou de nationalité, ni aucune différence de grade. Mais les générations de prolétaires opprimés et sacrifiés sur l'autel de la « civilisation » bourgeoise nous crient : le prolétariat doit se défendre contre le capitalisme, mais il ne doit pas se limiter à la seule défense!

Le mode de production capitaliste, la société bourgeoise, l'Etat qui en est le rempart, doivent être abattus pour que la classe travailleuse puisse s'émanciper définitivement. Ce n'est qu'ainsi que sera brisé ce cercle vicieux : conquêtes partielles et provisoires, misère relative et insécurité absolue croissantes, crises toujours plus graves et plus rappro-

chées, menace toujours plus proche de nouvelles guerres.

La règle du capitalisme n'est pas la prospérité mais la crise, non pas la paix mais la guerre. Né d'une révolution, il doit tomber sous les coups d'une révolution, la révolution prolétarienne. Il n'a pas hésité à exercer sa dictature et sa terreur contre la société féodale, ni à les exercer sur le champ de bataille dans la guerre entre les Etats, et surtout dans le conflit des classes et dans la guerre civile : il devra subir à son tour la dictature et la terreur prolétariennes.

C'est dans cette perspective difficile mais inéluctable que la lutte pour la défense de nos exigences immédiates prend tout son sens et sa valeur. Cette

lutte immédiate ne va pas au-delà des limites de la société capitaliste, elle ne demande et n'obtient pas plus qu'il n'est possible de lui arracher, elle ne prétend pas et ne peut pas l'abattre. Mais c'est dans cette lutte, sur un terrain de classe et avec des méthodes de classe, que se cimente la solidarité entre tous les prolétaires, la conscience de la force que donne le nombre, une force qui est Immense si elle est organisée, leur volonté de combattre et de vaincre, une volonté qui est énorme si elle est éclairée par le programme marxiste. C'est dans cette lutte même que naît et se développe le besoin de la dépasser pour arriver à la lutte politique pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

C'est dans cette lutte, contre toute illusion démocratique, réformiste, conciliatrice, hors de tout lien avec les partis et l'Etat de la bourgeoisie dominante, dans une opposition irréductible à toute forme, neuve ou ancienne, d'opportunisme, que se trempe l'organe de la révolution, le parti communiste mondial.

VIVE LA LUTTE INDÉPENDANTE DE CLASSE!

VIVE LE COMMUNISME!

(...)

«Le Communiste International»
Pour le Soulèvement Révolutionnaire,
21/02/2019

« Il Comunista »

Nr.158 - Marzo 2019

Nell'interno

- Sulle Vie della Seta. L'imperialismo italiano alla ricerca di nuovi sbocchi di mercato si apre anche all'imperialismo cinese spinto ad un espansionismo planetario
- Origini mai perdute: Livorno 1921
- «Sciopero globale per il clima»: Mobilizzarsi per «salvare il clima» o lottare per rovesciare il capitalismo?
- Ma quali pensioni con «Quota 100»?
- Proletari migranti e italiani: fratelli di classe! Ai proletari italiani, noi comunisti rivoluzionari diciamo: da fratelli di classe e con comuni interessi di classe, i proletari italiani devono solidarizzare senza se e senza ma coi proletari migranti stranieri. Il nemico di classe è lo stesso: la borghesia di casa nostra!
- Democrazia, dall'antico elitarismo, al rivoluzionarismo borghese e all'inganno sistematico
- Algeria: le manifestazioni di massa possono anche scuotere il clan Bouteflika, ma per rovesciare il capitalismo ci vuole la lotta del proletariato con il programma storico del comunismo rivoluzionario!
- Di fronte alla mobilitazione delle masse, il potere manovra, l'opposizione borghese si prepara a prendere il sopravvento e l'opportunismo a deviare la mobilitazione delle masse algerine. Il proletariato deve prepararsi a guidare la lotta contro il capitalismo!
- Venezuela. Né Maduro né Guaidó, ma lotta indipendente del proletariato contro il capitalismo
- 8 marzo: giornata della colossale ipocrisia sull'emancipazione della donna.
- Una prefazione di Lenin a *L'Imperialismo, fase suprema del capitalismo*.
- Per il sostegno alla nostra stampa
- Esplose la rabbia nel carcere di Poggioreale di Napoli

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €; 50 CHF; £ 12

Gaza : révolte contre la misère et la terreur islamiste

Les Palestiniens de Gaza, comme ceux de Cisjordanie, sont quotidiennement victimes des exactions de l'armée israélienne et des colons, causant morts, blessés et arrestations. Le 30 mars les soldats israéliens ont encore tiré à Gaza sur des manifestants lors d'une manifestation rassemblant des dizaines de milliers de personnes dans le cadre de la «Marche du retour» commémorant l'exode des Palestiniens en 1948 et protestant contre le blocus du territoire. Bilan: 4 manifestants tués et des centaines de blessés. La manifestation avait pourtant été fortement encadrée par le Hamas pour qu'il n'y ait pas de «provocations» contre les soldats israéliens, dans le cadre d'un processus discret de négociations avec l'Etat hébreu.

Ce n'est qu'un des innombrables crimes perpétrés continuellement par les soldats israéliens. Israël continue par ailleurs sa colonisation et sa domination des «Territoires palestiniens» où ses forces armées interviennent régulièrement pour pourchasser des militants ou réprimer des manifestants. Fin février le gouvernement israélien a décidé de geler une partie des fonds qu'il doit à l'Autorité palestinienne au titre des taxes de douane perçues en son nom, à hauteur des allocations versées par cette dernière aux familles des prisonniers (5440 croupissent dans les geôles israéliennes). Depuis mars 2018, date à laquelle ont commencé des manifestations hebdomadaires de protestation à la frontière, 255 palestiniens ont été tués à Gaza par des tirs de soldats israéliens ou des raids de l'aviation.

Mais les masses de Gaza souffrent aussi de la politique des dirigeants bourgeois du territoire, le «Hamas». Cepen-

dant elles réagissent contre la misère et l'oppression.

Depuis le début du mars, Gaza est ainsi secouée par une très forte contestation sociale: de violentes manifestations ont éclaté pour dénoncer le coût de la vie et les taxes récemment imposées sur les produits de première nécessité. Les manifestations ont pris la forme d'une remise en cause du pouvoir des islamistes du Hamas, le slogan des manifestants «nous voulons vivre» a été repris comme le nom d'un mouvement qui a appelé à une grève générale dans la bande de Gaza le 21 mars.

La misère est endémique dans ce petit morceau de Palestine: un habitant sur deux vit sous le seuil de pauvreté, le chômage affecte 53% de la population (70% chez les jeunes), les pénuries d'eau et d'électricité sont fréquentes...

Cette misère est le fruit du blocus égypto-israélien que subit depuis douze ans la bande de Gaza, mais aussi des politiques capitalistes menées par le Hamas depuis cette date et par «l'Autorité palestinienne»-le gouvernement théorique des territoires palestiniens (qui a cessé de payer les fonctionnaires de Gaza).

La réponse du mouvement islamiste a été claire et nette: la terreur anti-prolétarienne.

Des contestataires ont été arrêtés, incarcérés, battus (jusqu'à briser les os), torturés, selon la pratique habituelle des services de sécurité du Hamas... Des habitants ont dû subir des perquisitions brutales accompagnées de destruction de leurs maigres biens et de violences. Plus d'un millier de personnes environ

(Suite en page 12)

Gaza ...

(Suite de la page 11)

auraient été arrêtées, dont de nombreux journalistes pour restreindre au maximum la diffusion des informations sur les manifestations et leur répression.

L'exploitation féroce des prolétaires palestiniens et la répression sanglante sont une nette condamnation de toutes les organisations bourgeoises palestiniennes.

Le Hamas, tout autant que son concurrent le Fatah qui dirige l'Autorité palestinienne mais aussi les islamo-nationalistes du Jihad islamique ou la «gauche palestinienne» genre FPLP ou FDLP (aujourd'hui moribonds), sont des ennemis des prolétaires. Leur unique objectif est d'obtenir, en accord avec Israël et l'impérialisme, la liberté d'exploiter les travailleurs palestiniens dans le cadre d'un Etat croupion qui ne pourrait être autre chose qu'un bantoustan. Ils n'ont en définitive, comme tous les Etats bourgeois de la région (Israël comme les Etats arabes) qu'un seul souci:

contrôler, circonscrire, éteindre si possible, le dangereux foyer de troubles que constituent les masses palestiniennes opprimées et en continuelle révolte contre cette oppression. Les masses palestiniennes sont exploitées et opprimées non seulement en Israël et dans les Territoires palestiniens, mais aussi au Liban et en Jordanie, et dans d'autres pays arabes où ils sont des réfugiés ou des émigrés – démonstration vivante du caractère international du prolétariat; ils y constituent un foyer potentiel de trouble toujours redouté par les classes dominantes.

En l'absence en Israël (et dans les pays impérialistes) d'une force prolétarienne de classe brisant l'union nationale et combattant la bourgeoisie et son Etat, les masses prolétariennes palestiniennes, dans la situation beaucoup plus difficile où elles se trouvent, n'ont pu rompre l'union nationale avec leurs propres bourgeois et petits bourgeois. Leur combativité inépuisable a été frustrée pendant des décennies par des forces bourgeoises, qu'elles soient nationalistes, démocratiques ou religieuses.

La solidarité avec les masses prolétariennes opprimées par Israël et par leur propre bourgeoisie est un devoir pour les prolétaires des pays impérialistes.

Mais cette solidarité ne peut être fondée que sur des bases de classe, et non sur des bons sentiments humanitaires ou des rêveries démocratiques d'égalité entre les nations: il ne peut y avoir d'égalité entre les nations sous l'impérialisme. Et tant que restera en vigueur l'ordre impérialiste actuel, dont Israël est le pilier le plus solide dans la région, le calvaire des passes palestiniennes ne cessera pas. Leur salut ne viendra que de la lutte prolétarienne contre tous les Etats de la région, dans la perspective de la révolution communiste internationale. La véritable solidarité avec les prolétaires et les masses opprimées de Palestine, comme des autres pays dominés, qui se traduit en particulier par la dénonciation de tout soutien, direct ou indirect, des gouvernements à la politique israélienne, passe par la reprise de la lutte révolutionnaire anticapitaliste au coeur des métropoles impérialistes.

Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti (2)

La première partie de cet article a été publiée sur le n° 531 du Prolétaire

DE LA «RÉVOLUTION» DE NOVEMBRE...

Pour empêcher que l'agitation croissante se cristallise autour des Spartakistes, l'aile gauche du réformisme avait pris les devants: elle s'était séparée du Parti Socialiste «majoritaire» (SPD) qui continuait à soutenir la guerre, et s'était constituée en 1917 en Parti Socialiste Indépendant (USPD). Dans ce parti qui se donnait des allures révolutionnaires alors qu'il était encore plus pourri que le SPD, les Spartakistes vont recommencer leur travail de Sisyphe pour essayer de le gagner aux positions révolutionnaires, un travail que le PC allemand poursuivra pendant des années: gagner ou influencer la majorité, ou au moins la gauche de l'USPD. Malheureusement, chaque fois que le rocher redévalait la montagne, il écrasait le prolétariat au passage!

En fait, les Spartakistes sont **prisonniers** dans ce parti que les honnit et ne les tolère que pour les empêcher d'agir de façon autonome, et parce qu'ils lui servent de **caution** auprès des ouvriers avancés. Cette caution était d'autant plus nécessaire à l'USPD qu'il servait lui-même de caution de gauche aux pires droitiers du SPD, aux Scheidemann, Ebert, Noske et compagnie: pendant la

période cruciale de novembre-décembre 1918, il partage avec eux la responsabilité gouvernementale. La présence dans ce prétendu «Conseil des Commissaires du Peuple» (sic!), de ce parti dont les Spartakistes sont **membres**, fût-ce comme «opposition de gauche», de ce parti qui parle comme eux de «république socialiste», de «changement de système économique», etc., **empêche** toute offensive prolétarienne contre l'Etat bourgeois et même toute clarification politique.

Le 9 novembre, le soulèvement spontané ayant gagné tout le pays, l'empereur abdicque et le chancelier «transmet ses pouvoirs» au socialiste majoritaire Ebert qui lui-même a essayé de sauver la monarchie, puis a voulu une collaboration avec les partis de droite. Mais face aux prolétaires et soldats insurgés, le seul gouvernement bourgeois possible est un gouvernement aux couleurs «socialistes». Le 10 novembre au soir l'assemblée générale des Conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin entérine la formation du gouvernement provisoire préalablement négocié entre le SPD et l'USPD, sous la pression des soldats organisés par le SPD; les positions opposées de Liebknecht, représentant des Spartakistes, sont très largement rejetées au nom de l'«unité». Le 11

novembre les Spartakistes s'organisent en «Ligue Spartakus», mais refusant de se constituer en parti indépendant, ils ne veulent demeurer qu'un «groupe de propagande» au sein de l'USPD.

Cette attitude des Spartakistes renforce inévitablement chez les ouvriers l'idée, défendue d'une certaine façon par Rosa Luxemburg elle-même, selon laquelle la «révolution *politique*» serait déjà faite et qu'il ne s'agirait plus que de «continuer la révolution» par des mesures socialistes.

Dans son éditorial du 18 novembre de la *Rote Fahne*, Rosa Luxemburg demande l'organisation d'une «Garde rouge prolétarienne» pour protéger la révolution et «*Dans l'administration, la justice et l'armée, élimination des organismes hérités de l'ancien Etat policier, militariste et absolutiste*». Après avoir accusé le gouvernement de «laisser faire tranquillement la contre-révolution», elle conclut: «*Tout cela est parfaitement régulier. Ce n'est pas en 24 heures qu'un Etat réactionnaire peut se transformer en Etat populaire [?] et révolutionnaire. (...) Le tableau actuel de la révolution allemande correspond parfaitement au degré de maturation interne de la situation. L'équipe Scheidemann-Ebert constitue le gouvernement qualifié de la révolution allemande à son stade actuel (...). Mais les révolutions ne restent pas immobiles (...). Si la contre-révolution ne doit pas l'emporter sur toute la ligne, il faut que les masses soient vigilantes*» (1).

La confusion est ici complète; la ré-

volution est vue comme un processus en acte dont le gouvernement est un des fruits, encore immature sans doute, la tâche assignée aux masses prolétariennes étant seulement de rester «vigilantes» pour assurer la continuité de ce processus au cours duquel on semble envisager que l'Etat puisse se «transformer»...

L'état-major allemand, lui beaucoup plus lucide, comprenait parfaitement la situation. Le 10 novembre une circulaire du Haut Commandement aux commandants des grandes unités avait appelé à constituer des Conseils de soldats à leurs bottes dans toutes les unités pour garder le contrôle des troupes. Le 16 novembre, une note signée du chef d'état-major (Hindenburg) précisait: «On peut faire savoir que le Haut Commandement est disposé à faire route commune avec le chancelier Ebert, chef du parti social-démocrate modéré, pour empêcher l'extension en Allemagne du bolchevisme terroriste» (2).

A la mi-décembre, le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats où les partisans du SPD sont majoritaires (et qui avait refusé d'accepter Luxemburg et Liebknecht en son sein), vote le principe d'abandonner toutes velléités de pouvoir au profit d'une future assemblée constituante; les manifestations convoquées par les Spartakistes pour faire pression sur les congressistes ne réussissent pas à les faire fléchir. Alors que le nombre de chômeurs double, l'agitation, les grèves pour les salaires, les manifestations de rue et les affrontements sanglants avec la police se multiplient pendant le mois de décembre à mesure que la réaction relève la tête. Cependant les Spartakistes ne songent encore qu'à demander (sans résultat)... que l'USPD quitte le gouvernement et tienne un congrès extraordinaire: «Si Haase et ses amis quittent le gouvernement, ce geste secouera les masses, leur ouvrira les yeux. Mais si vous persistez à couvrir les actes du gouvernement, les masses se soulèveront et vous balaieront. A présent, en période révolutionnaire (...) ce qui importe, c'est l'explication par les actes» (3). C'est encore l'illusion insensée de pouvoir se servir de l'USPD pour «agir» sur les masses...

En fait de mesures «socialistes», «le gouvernement qualifié de la révolution allemande» réussissait avec l'aide de la hiérarchie militaire à regrouper et à réorganiser une force armée sur laquelle il puisse compter; il s'employait à réduire les prétentions, ô combien timides, du Comité exécutif des Conseils. L'offensive du gouvernement fin décembre contre la «Division populaire de la Marine», une unité de 3000 marins révolutionnaires cantonnés au cœur de la capitale, provoque une réac-

tion massive du prolétariat berlinois; mais en dépit de dizaines de morts lors des affrontements, l'affaire se termine par un compromis qui neutralise ces soldats: ils resteront impassibles lors de la semaine sanglante de janvier. Puisque le gouvernement passe à l'offensive sans se préoccuper de ses desiderata, l'USPD rompt la coalition et quitte le gouvernement. Il a joué son rôle paralysant; après les sanglants affrontements, rester dans le gouvernement serait trop compromettant! Il sera de toute façon plus utile au maintien de l'ordre bourgeois dans l'opposition.

... À LA CONTRE-RÉVOLUTION DE JANVIER

C'est le jour même où les ministres USPD se retirent, le 29 décembre 1918, que les Spartakistes, après d'ultimes hésitations et tentatives de faire convoquer un congrès extraordinaire, quittent finalement ce parti. **Enfin**, on arrive à la constitution du **parti communiste**, dans lequel les Spartakistes convergent avec d'autres groupes, notamment les «communistes inter-

nationalistes» de Brême.

Nous avons montré ailleurs que ce parti est né non seulement **trop tard**, mais aussi sur des bases peu claires et peu solides. Il est vrai que ses meilleurs militants seront poussés par les exigences mêmes de la lutte à dépasser leur vision spontanéiste, anti-autoritaire et anti-centraliste, et à revendiquer la nécessité d'une **direction centralisée**; mais la réaction ne leur laisser pas le temps de tirer la leçon jusqu'au bout. Dans l'article qu'elle écrivit le 8 janvier 1919, une semaine avant d'être assassinée, Rosa Luxemburg finit par reconnaître que le devoir des révolutionnaires n'est pas d'attendre l'illumination des consciences, mais de «s'emparer de toutes les positions de force réelles, de les tenir et de les utiliser». Elle comprend que «l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise [et à plus forte raison allemande! – NdlR] ne peut plus durer»; qu'«il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'éner-

(Suite en page 14)

Lénine

Après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht: la démocratie, paravent hypocrite de la dictature bourgeoise

Camarades, les derniers événements d'Allemagne, les assassinats sauvages et perfides de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, sont l'évènement le plus dramatique, le plus tragique de la révolution naissante en Allemagne; il projette en outre une vive lumière sur les problèmes de la lutte actuelle tels qu'ils se posent dans les divers courants politiques et dans les systèmes théoriques de notre temps. C'est particulièrement en Allemagne que nous avons entendu le plus de discours, par exemple sur la démocratie tant vantée, sur les mots d'ordre de la démocratie en général, ainsi que sur les mots d'ordre d'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis du pouvoir d'Etat.

Ces mots d'ordre qui semblent au premier coup d'oeil, sans lien entre eux, sont en fait étroitement liés. Ils le sont parce qu'ils montrent à quel point les préjugés petits bourgeois sont encore forts, malgré l'énorme expérience de la lutte de classe du prolétariat; à quel point la lutte de classe n'est reconnue, aujourd'hui encore, suivant l'expression allemande, que du bout des lèvres, sans pénétrer vraiment ni dans la tête ni au coeur de ceux qui en parlent. (...)

Et c'est précisément en Allemagne

que des hommes qui se prétendaient professeurs de marxisme, des hommes qui ont été les idéologues de toute la IIe Internationale, de 1889 à 1914, comme Kautsky, ont brandi le drapeau de la démocratie, sans comprendre que, tant que la propriété demeure aux mains des capitalistes, la démocratie n'est qu'un paravent parfaitement hypocrite de la dictature de la bourgeoisie, et que la question de l'émancipation du travail du joug capitaliste ne peut trouver aucune solution sérieuse tant que ce paravent d'hypocrisie n'est pas déchiré et que nous ne prenons pas la question comme Marx l'a toujours enseigné, comme l'a enseigné la lutte quotidienne du prolétariat, comme l'ont enseigné chaque grève, chaque aggravation de la lutte syndicale; si l'on pose la question ainsi: tant que la propriété demeure aux mains des capitalistes, toute démocratie ne sera que le paravent hypocrite de la dictature bourgeoise. Tous les discours sur le suffrage universel, sur la volonté du peuple, sur l'égalité des électeurs seront un pur mensonge, car il ne peut pas exister d'égalité entre exploités et exploités, entre le détenteur du

(Suite en page 15)

Allemagne 1918-1919

(Suite de la page 13)

gie combative des masses».

Tout comme Liebknecht qui, la veille de son assassinat, attribue la défaite des ouvriers de Berlin au fait que «leur force a été paralysée par l'irrésolution et la faiblesse de leurs dirigeants», Rosa Luxemburg parle de «l'irrésolution, des hésitations, des attermolements de la direction» qui ont produit l'émiettement du mouvement, le désarroi des masses et l'isolement tragique des éléments les plus combattifs qui ne savaient pas eux-mêmes où ils allaient.

Il s'agit là en fait d'une terrible **auto-critique** du mouvement spartakiste. Même après la constitution du KPD, ses dirigeants ne veulent pas se considérer comme la direction du prolétariat. Ils cherchent cette direction ailleurs, dans la gauche des Indépendants, ou chez les «Délégués ouvriers» quand ils n'attendent pas une nouvelle «direction qui émane des masses».

C'est cette hésitation des révolutionnaires à assumer **leur propre responsabilité** pendant toute cette période qui va jusqu'en mai 1919, le jeu ignoble des Indépendants et de la gauche des «majoritaires». La combativité des masses prolétariennes est encore entière et elles répondent à tous les appels à la lutte, quand elles ne déclenchent pas spontanément les grèves, manifestations, occupations de journaux, tentatives de soulèvement, etc.

Mais chaque fois, de Berlin à la Ruhr, de Hambourg à Munich, on assiste au même scénario. Que les mouvements éclatent spontanément, soient lancés par les Indépendants ou même les majoritaires, ou répondent à un appel du KPD, chaque fois les communistes participent aux divers organes unitaires qui prétendent les diriger. Ces organes oscillent entre la phrase barricadière et les compromis avec le gouvernement et, au lieu d'orienter et de diriger la lutte, ils la désorientent et la désorganisent. Jusqu'au moment où l'Etat a rassemblé assez de forces pour passer à la contre-attaque; alors l'«unité» éclate, tout le monde s'enfuit et les communistes restent seuls face à la répression avec ceux des ouvriers qui, malgré leur désarroi, ont encore la force de se battre.

A la fin de l'année, le gouvernement social-démocrate estime qu'il peut et qu'il doit écraser au plus vite la subversion (Noske dira qu'il accepte la responsabilité d'être le «chien sanglant» de la répression). Le 4 janvier le gouvernement limoge le préfet de police Eichhorn, Socialiste Indépendant, qu'il voit comme un obstacle à cette répression (4). Cette mesure déclenche dès le lendemain un gigantesque mouvement de protestation des ouvriers berlinois qui

comprennent que le gouvernement s'est engagé dans la voie de l'affrontement. Un comité «révolutionnaire» où participe le KPD aux côtés des Indépendants et des Délégués ouvriers, décide de le principe du renversement du gouvernement. Mais il ne donne aucune consigne pratique et dès le 6 les Socialistes Indépendants entament des négociations avec ce-même gouvernement, alors que des groupes d'ouvriers insurgés ont spontanément occupé, non des positions stratégiques, mais... le siège du journal du SPD! La direction du KPD est divisée sur la marche à suivre. Pendant ce temps le gouvernement a préparé les «corps francs» qui commencent à attaquer les sites occupés le 10 janvier, puis. Luxemburg et Liebknecht sont capturés et assassinés le 15 janvier; le KPD est interdit et la répression va se déchaîner contre les prolétaires révolutionnaires pendant les mois qui suivent.

* * *

Notre courant s'est efforcé de dégager et de transmettre les dures leçons de ces luttes aussi héroïques que tragiques. Toute tentative de «renforcer» le mouvement par l'unité avec les réformistes, agents avérés de la contre-révolution, ou même avec les «centristes», ces réformistes «de gauche», **révolutionnaires en parole, contre-révolutionnaires en fait**, l'affaiblit et le mène au massacre. Toute tentative de s'appuyer sur des forces politiques étrangères ou hostiles aux principes communistes pour constituer la direction révolutionnaire, conduit à la catastrophe: personne d'autre que les communistes authentiques ne peut diriger la révolution, et ils ne doivent partager sa direction avec **personne**.

Si le parti est faible et peu influent, il n'existe aucune recette miracle pour inverser ce rapport de forces. Rechercher désespérément des soutiens et des alliés au sein d'autres partis politiques ne peut que **l'affaiblir** davantage. Le parti ne peut se renforcer et étendre son influence que sur la base de son programme et de ses principes, en montrant aux prolétaires que lui seul répond à leurs besoins d'orientation et d'organisation, en s'imposant à travers les luttes partielles comme **direction effective** du mouvement de la classe.

Le parti ne peut pas attendre l'éclatement de la crise révolutionnaire pour se constituer: à ce moment il est presque toujours trop tard! Il doit se constituer, se renforcer et se lier à l'avant-garde, **bien avant** que les grandes masses soient précipitées dans l'affrontement violent avec l'Etat bourgeois.

Le parti doit précéder les masses, il doit savoir les attendre. Les masses ne

peuvent pas attendre le parti: au moment où les facteurs objectifs les obligent à se soulever, il faut qu'elles trouvent **leur organe de direction** sous peine d'être écrasées. Préparer le parti, c'est préparer la révolution future.

Tel est l'enseignement toujours actuel, toujours brûlant, des grandioses luttes et de la défaite d'il y a cent ans en Allemagne!

(1) La *Rote Fahne* (Drapeau rouge) était le quotidien des Spartakistes; son premier numéro était paru le 9 janvier après l'occupation de l'imprimerie d'un grand journal bourgeois. cf «Les Spartakistes», G. Badia, p. 160.

(2) cf Badia, op. cit., pp. 127-128.

(3) Discours de Rosa Luxemburg le 15 décembre à la réunion du Grand Berlin des militants de l'USPD. La motion Luxemburg pour la convocation d'un congrès extraordinaire du parti recueille 185 voix, contre 485 à la motion de la direction pour la préparation des élections à la Constituante.

(4) Le 9 novembre, Eichhorn, à la tête d'une manifestation armée, s'était emparé de la Préfecture de police, libérant 600 prisonniers politiques. Depuis il assumait les fonctions de préfet de police, tentant – sans succès! – d'imposer une orientation «révolutionnaire» à ses fonctionnaires. Nouvelle confirmation de ce qu'écrivait Marx après la Commune: il est impossible de s'emparer de l'appareil d'Etat bourgeois pour le faire servir aux prolétaires, il faut le détruire.

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 17 / En.-Febr.-Marzo de 2019

••• Los tres pies del gato ••• ¿Venezuela. ¡Ni Maduro ni Guaidó s-ino lucha independiente y proletaria contra el capitalismo! ••• El capitalismo de crisis en crisis (II) ••• Pánico en las calles ••• Sobre el conflicto en Philips Indal y las luchas obreras en el presente ••• Sobre el conflicto en Philips Indal y las luchas obreras en el presente ••• ¡Contra los despidos en Philips! ••• A propósito del Movimiento de los «Chalecos Amarillos» que sacude a Francia actualmente ••• Brasil. El significado de la elección de Bolsonaro ••• El asesinato de Khashoggi y los crímenes del imperialismo ••• ¡Solidaridad con la lucha de los trabajadores del reparto de prensa diaria en Madrid!

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Lénine ...

(Suite de la page 13)

capital et de la propriété et l'esclave salarié d'aujourd'hui.

Certes, la démocratie bourgeoise marque historiquement un immense progrès par rapport au tsarisme, l'autocratie, la monarchie et à tous les vestiges de la féodalité. Certes nous devons nous en servir et nous poserons ainsi la question: tant que la lutte de la classe ouvrière pour la totalité du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour, l'utilisation des formes de la démocratie nous est indispensable. Mais le fait est que nous sommes arrivés à ce moment décisif de la lutte à l'échelle mondiale. C'est maintenant précisément que la question se trouve ainsi posée: les capitalistes garderont-ils les moyens de production? or cela signifie qu'ils préparent de nouvelles guerres. La guerre impérialiste nous a montré avec une parfaite évidence que la propriété capitaliste est liée à ce carnage des peuples et qu'elle les y a conduits de façon irrésistible, inéluctable. Mais alors tous les discours sur la démocratie en tant qu'expression de la volonté du peuple tout entier appa-

raissent aux yeux de tous comme un mensonge, comme le privilège des seuls capitalistes et des riches d'abrutir les couches les plus arriérées des travailleurs, à la fois par la presse qui reste aux mains des possédants et par tous les autres moyens d'influence politique.

C'est ainsi, et ainsi seulement que la question se trouve posée. Ou bien la dictature de la bourgeoisie, voilée par les Assemblées Constituantes, par toutes sortes de scrutins, par la démocratie et autres mensonges bourgeois du même genre, grâce auxquels on aveugle les imbéciles, et dont seuls aujourd'hui peuvent faire montre et parade les hommes qui sont foncière-

ment et sur toute la ligne des renégats du marxisme et des renégats du socialisme, ou bien la dictature du prolétariat afin d'écraser d'une main de fer la bourgeoisie qui excite les éléments les plus arriérés contre les meilleurs chefs du prolétariat mondial, la victoire du prolétariat pour écraser la bourgeoisie qui organise aujourd'hui une résistance d'autant plus acharnée, d'autant plus furieuse, contre le prolétariat qu'elle voit plus nettement que cette question est posée par les masses. (...)

20 janvier 1919. Rapport au II^e Congrès des syndicats de Russie (extraits). cf. Lénine, Oeuvres, Tome 28, pp 433, 434, 435

Enième intervention militaire française au Tchad

Début février, l'aviation française a volé au secours du dictateur tchadien Idriss Déby en bombardant les colonnes de pick-up des opposants armés de l'UFR (Union des Forces de la Résistance). Ces attaques menées par les Mirages 2000, un drone Reaper et des ravitailleurs C13 tricolores ont détruit une vingtaine de véhicules, chaque véhicule pouvant transporter jusqu'à dix combattants.

LA « PRUSSE DE L'AFRIQUE »

Le Tchad est dirigé depuis 1990 par Idriss Déby qui a eu le triste privilège d'être élu «pire dictateur africain» par *The Economist*. Il est arrivé au pouvoir en 1990 avec l'aide logistique de la DGSE, les services secrets français.

Le Tchad dispose d'une des plus efficaces armées de la région et il est en tête des dépenses d'armement en pourcentage du PIB. L'armée tchadienne entend jouer un rôle régional, en intervenant en République centrafricaine ou en combattant contre Boko Haram dans le nord du Cameroun. Le Tchad intervient aussi militairement au Mali dans le cadre de la lutte contre le «terrorisme djihadiste». L'état-major de la force «Barkhane» (1) est ainsi située à N'Djamena: au total il y aurait un millier de soldats français stationnés au Tchad; Macron et Le Drian (qui se proclame «ami» de Déby) sont allés leur rendre visite en fin d'année. Idriss Déby agit également main dans la main avec le maréchal Haftar, un des chefs de guerre libyen sponsorisé par Paris. Les troupes de Déby, la Garde nomade nationale, servent aussi pour freiner les flux migratoires qui traversent le Sahara pour atteindre l'Europe via la Libye.

Dans une région sahélienne trou-

blée, le Tchad apparaît comme un élément de stabilité de l'ordre impérialiste, même si cette stabilité semble plutôt précaire.

CRISE ÉCONOMIQUE ET RUÉE VERS L'OR

Le Tchad est depuis une vingtaine d'années un pays producteur de pétrole; se situant autour du quarantième rang mondial pour ce qui est de la production, avec 170 000 barils par jour et il est devenu exportateur depuis 2003. Cette production n'est donc pas très importante dans l'absolu, mais pour un petit pays comme le Tchad elle représente une source de revenus décisive. Le gouvernement annonce un «second boom» pétrolier dès cette année avec la mise en activité de nouveaux gisements et une remontée des cours du pétrole. Cette richesse engraisse les bourgeois – ceux liés au clan familial corrompu du président ainsi que les firmes internationales ainsi que les sociétés multinationales – alors que la population vit dans une misère terrible: le pays est 186e sur 189 dans le classement de l'ONU basé sur l'indice de développement humain (IDH qui combine revenu par habitants, alphabétisation et espérance de vie).

Mais en fait de boom, la chute des cours du pétrole sur le marché mondial depuis quelques années a mis l'économie tchadienne en grande difficulté: le pays se trouve en «quasi faillite» (2), ayant les plus grosses difficultés pour rembourser sa dette. La réponse à la baisse des recettes pétrolières a été très simple: l'austérité budgétaire dans le cadre d'un accord avec le FMI, dont les

(Suite en page 16)

Programme communiste

Revue théorique
du parti communiste international

No 105 (Février 2019)

- Dix ans après l'échec de Lehman Brothers. Inexorablement, les mesures des classes dirigeantes bourgeoises pour surmonter la crise économique et financière de 2007-2008 ne préparent que des facteurs de crise plus généraux et violents
- La Guerre d'Espagne. Une première synthèse des positions du parti (1)
- Brève chronologie
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (2)
- Histoire de la Gauche communiste:
 - La question du Front Unique (4)
 - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie. Rome, mars 1922 (1)
 - Contribution au projet de programme du Parti Communiste Italien
 - Déclaration d'Amadeo Bordiga à propos des thèses de Rome
 - «Résolution confidentielle» du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur l'action du P.C. d'I. (Exécutif Elargi de juin 1922)
 - Amadeo Bordiga. La Tâche de notre parti. (Il Comunista, 21/3/1922)
- Notes d'actualité. Sur la situation des sans-papiers en Belgique

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

Tchad ...

(Suite de la page 15)

fonctionnaires ont été les premières cibles avec une baisse de près d'un tiers de leur salaire. Cette offensive a été stoppée car la résistance des travailleurs s'est traduite par un long mouvement de grève qui a fait reculer le pouvoir.

Le régime pense avoir trouvé une bouffée d'oxygène pour ses finances grâce à la découverte de vastes réserves d'or dans le Tibesti, au nord du pays. Depuis cette découverte, Déby mène une répression féroce contre les orpailleurs clandestins et contre la population locale de la région qui veut obtenir sa part du gâteau. Tous les moyens sont bons, y compris des bombardements contre des civils. Il s'agit de faire table rase des oppositions pour permettre aux multinationales de s'installer dans la région en assurant la sécurité de leurs investissements. L'attaque des avions français s'inscrirait dans la tentative du gouvernement tchadien d'établir son autorité dans cette zone (3).

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, PARRAIN DU CAÏD DÉBY

Idriss Déby peut apparaître comme l'homme fort de la région car c'est un protégé de l'impérialisme français. Non seulement il est arrivé au pouvoir grâce à la France et cette dernière lui a sauvé la mise en 2008 lorsque son palais présidentiel s'est retrouvé encerclé par des rebelles, mais Déby maintient sa dictature avec son aide très intéressée.

La France, via des conventions de financement signées avec l'Agence française de développement en décembre 2018, a prêté 40 millions d'euros au gouvernement pour l'aider à payer les salaires de décembre de 90000 fonctionnaires et des pensions, afin de maintenir la paix sociale mise à rude épreuve par les grèves de ces derniers. Auparavant Paris avait de fait soutenu la nouvelle constitution adoptée au parlement au printemps dernier en dépit des manifestations de l'opposition. Instituant une «IVE République», cette nouvelle constitution renforce les pouvoirs présidentiels et elle permettra à Idriss Déby de briguer un nouveau mandat présidentiel, après 28 ans de règne

Paris apporte surtout un soutien militaire considérable au régime: des «coopérants» intégrés dans l'armée tchadienne, des dons de matériel de guerre et d'équipement de «maintien de l'ordre» à l'armée ou à la Garde nomade nationale, coopération entre la DGSE et les nerfs de l'Agence nationale tchadienne de

sécurité, des repérages effectués par des drones français, un approvisionnement en carburant de l'armée qui sert aux hélicoptères qui bombardent les civils, des équipes médicales pour soigner les militaires blessés...

Le Tchad est une pièce majeure dans le dispositif impérialiste français en Afrique. Elle est d'autant plus importante qu'outre les menaces de groupes rebelles (tous qualifiés de «djihadistes» pour les besoins de la cause) l'impérialisme tricolore est menacé par la concurrence de ses rivaux, comme en particulier en Centrafrique. Ce pays faisait traditionnellement partie du «pré-carré» français mais aujourd'hui le régime se tourne vers la Russie qui lui fournit des mercenaires.

Au Tchad comme dans d'autres pays, c'est aux appétits chinois que la France est surtout confrontée (4). Plus

au nord, les impérialismes français et italien s'affrontent pour savoir qui va faire main basse sur la Libye et ses ressources pétrolières (ce qui explique davantage la crise diplomatique entre les gouvernements que les fausses disputes sur la façon de maltraiter les réfugiés). C'est tout cela qui cause ce regain d'agressivité de l'impérialisme français au Tchad.

A BAS LA FRANCE IMPÉRIALISTE !

Même si l'impérialisme français a perdu de sa superbe face à ses concurrents, il reste un rapace dangereux pour les prolétaires et les masses exploitées.

L'impérialisme français est un des pires ennemis des masses africaines. Il doit être une cible privilégiée des soulèvements prolétariens. Il est indispensable que la révolte sociale des masses ex-

Venezuela: Ni Maduro, ni Guaido, mais lutte indépendante de classe !

Quelques semaines après que Juan Guaido se soit auto-proclamé président du Venezuela et qu'il ait été «reconnu» immédiatement comme tel par de nombreux pays, cette initiative semble avoir fait long feu. Au point que l'opposition vénézuélienne, selon le *New York Times*, soit à la recherche d'un «plan B», car le régime Maduro tient toujours. La visite de Guaido au Brésil ne paraît pas avoir débouché sur des résultats concrets, car l'armée brésilienne serait réticente à un affrontement avec l'armée vénézuélienne avec laquelle elle conserve des liens, d'après le *Figaro.fr* (28/2). Le 22/2 le quotidien *Le Monde* a publié une enquête sur «les coulisses de l'ascension de Juan Guaido». Il en ressort que cette initiative a été préparée depuis de nombreux mois par l'administration américaine «obsédée» dès son intronisation par le Venezuela comme par la Corée du Nord et l'Iran. Une «option militaire» aurait été envisagée par Trump mais écartée par ses conseillers militaires pour qui «une invasion militaire serait un désastre». Pendant plusieurs mois des émissaires américains et de l'opposition vénézuélienne s'emploient à convaincre les différents gouvernements latino-américains d'une action contre le gouvernement Maduro. Le gouvernement espagnol de Rajoy (droite) aide à établir des canaux avec les pays européens. En avril 2018 une figure de l'opposition qui fait partie de ces émissaires, s'entretient avec Macron; il affirme que celui-ci «nous a donné son soutien et son engagement à nous aider à résoudre la crise». Bref le ralliement immédiat des pays européens à Guaido ne relève pas du hasard...

Nous publions ci-dessous notre prise de position sur les événements au Venezuela.

Encore une fois le climat politique et social au Venezuela s'est enflammé. A la veille de la célébration de la date symbolique du 23 janvier 1958 (1) il y a eu des dizaines de manifestations de la population affamée et réprimée par un gouvernement qui parle toujours moins de socialisme et qui est toujours plus répressif. Après la reprise le 23 janvier des marches et des manifestations de l'opposition et des contre-manifestations chavistes, on relevait une trentaine de morts. L'opposition est passée à l'offensive selon un plan prémédité : une tentative de coup d'Etat organisé par la

puissance tutélaire américaine contre le gouvernement chaviste de Maduro. C'est ainsi que le député à l'Assemblée Nationale Guaido (2) est apparu sur une place de Caracas pour « autoproclamer » président provisoire de la République du Venezuela. La chose serait insolite s'il n'y avait pas eu immédiatement les déclarations du Département d'Etat (le ministère des Affaires étrangères) des USA, renforcées par les premières déclarations du Parlement européen : elles approuvaient la nomination d'un président par intérim avec la tâche d'établir un nouveau calendrier électo-

Tchad ...

plottées mette hors d'état de nuire les cliques rivales cherchant à se partager le butin mais aussi les maîtres impérialistes et leurs satrapes locaux.

Face à l'impérialisme et à ses brigandages, le prolétariat des métropoles a objectivement des tâches cruciales. Malheureusement, il manque tragiquement une opposition prolétarienne à la politique de rapine de «notre» impérialisme, reflet et conséquence de l'apathie d'une classe ouvrière anesthésiée et désorientée par le réformisme et la collaboration de classe.

L'absence d'une lutte prolétarienne anti-impérialiste ne peut qu'encourager le développement et le renforcement de l'agressivité militaire de l'impérialisme français.

C'est une raison supplémentaire

ral, mais aussi d'expulser le président élu Maduro du pouvoir.

USA, RUSSIE ET CHINE ENTRENT EN LICE

La situation économique du pays n'a cessé de se détériorer à cause des plans catastrophiques du gouvernement chaviste et aussi à cause du gel des biens des capitalistes vénézuéliens, qui, par l'intermédiaire du système financier international, étrangle pratiquement l'économie du Venezuela. Il n'y a pas de doute que pour le gouvernement Trump comme pour ses prédécesseurs le Venezuela a été une épine au pied, une menace, petite mais réelle, pour la stabilité du capitalisme mondial.

Mais le gouvernement chaviste profite de cette évidente ingérence américaine pour imposer un véritable chantage aux masses pauvres du Venezuela en les appelant à résister et à combattre – l'estomac vide – une éventuelle invasion militaire du géant du nord. Mais cela signifie aussi que les Etats-Unis entrevoient leurs futures difficultés économiques, s'ajoutant à la longue crise des subprimes qui a secoué l'économie mondiale en 2008-2009 et dont les effets se font encore sentir.

Maduro jouit du soutien de la Fédération de Russie et de la Chine (appartenant toutes deux au Conseil de sécurité de l'ONU), mais jusqu'à quel point ces deux puissances peuvent-elles s'engager en faveur du Venezuela ? Il est certain qu'elles veulent protéger leurs investissements dans le pays (pétrole, Coltan, or, etc.) (4) et une solution serait de négocier une paix sociale sans bain de sang. Un scénario conduisant à un affrontement mondial est improbable

pour oeuvrer à la reconstitution du parti de classe unissant les prolétaires des métropoles impérialistes et des pays dominés dans une lutte commune.

Troupes françaises hors du Tchad et d'Afrique !

Opposition prolétarienne aux menées guerrières des impérialistes !

L'ennemi principal est «notre» propre impérialisme !

A bas la France impérialiste et ses crimes ! Vive la révolution prolétarienne mondiale !

(1) L'opération «Barkhane» est une opération militaire déclenchée par l'armée française au Sahel en 2014 sous Hollande et continuée sous Macron. Elle compterait aujourd'hui «plus de 4500

même si maintenant que la guerre de Syrie est sur le point de se terminer, le Venezuela semble être au centre des tensions inter impérialistes, et que les pays voisins, comme la Colombie, le Brésil ou le Surinam pourraient fournir la chair à canon d'une intervention impérialiste. Toutes les alternatives ont été mises sur la table depuis que le président Trump a condamné le Venezuela au début de l'année. Rien ne peut être exclu, en attendant que les marchés orientent politiquement la région

INTERVENTION DU VATICAN

Après avoir joué un rôle clé en 2015 dans la situation à Cuba, cette fois le pape « suit très attentivement la situation vénézuélienne » (5). La voix du pape, comme on sait, est la voix la plus raisonnable de l'impérialisme et il joue son rôle en appelant au dialogue et en se proposant comme médiateur en s'appuyant sur l'Eglise vénézuélienne.

Un nouveau Vietnam, un nouveau bain de sang pour revitaliser le capitalisme vénézuélien ?

Cette alternative brandie continuellement par les autorités du pays est impossible. Les systèmes militaires sont différents aujourd'hui et le scénario réel envisagé par les responsables américains est celui d'une opération de police entraînant la liquidation des principaux dirigeants chavistes « sans dommages collatéraux » Tout un défi technologique militaire...

La presse ce qui est évident : l'armée serre les rangs autour de Maduro et sur le terrain social le chavisme dispose encore d'une marge considérable par rapport à l'opposition dans son ensemble. Le numéro deux du chavisme, Ca-

soldats» (*Le Monde*, 4/12/18) répartis principalement au Burkina Faso, Mali, au Niger et au Tchad (sans compter les bases arrière en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Sénégal).

(2) cf *Le Monde*, 26/5/2017. Premier article de la série «Tchad: la fin du miracle».

(3) Selon l'hebdomadaire *Le Point* (9/2), les rebelles seraient «tombés dans un piège», le régime tchadien voyant l'occasion de «récupérer les mines d'or de Kouri Bougoudi» en liquidant les rebelles; ceux-ci appartiennent à la même ethnie que celle du président – preuve que les affrontements sont de nature politique et sociale et non interethnique.

(4) Ce sont des entreprises chinoises qui sont maintenant les plus actives dans l'extraction du pétrole tchadien (Total se contentant de commercialiser l'essence), la production de ciment, etc.

bella, a dit ironiquement dans son dernier programme télévisé (30/1/2019): « il manque à Guaido deux choses : le peuple et l'armée ». Malgré le soutien des Etats Unis et des pays occidentaux Guaido n'a donc pas pour l'instant une possibilité réelle de remplacer Maduro au pouvoir. Mais on a vu que ses partisans se mobilisent fortement pour essayer d'obtenir un soutien dans l'armée et parmi les masses.

RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS, ATTITUDE DE L'ARMÉE ET RÉACTION DE LA GAUCHE NON CHAVISTE.

Etant donné la haute température sociale dans le pays (6), le gouvernement devra renforcer ses liens avec la force qui le maintient au pouvoir : l'armée organisée à la manière chaviste après le coup d'Etat manqué d'avril 2002. Il ne fait pas de doute que les revenus du pétrole ont matériellement assuré la fidélité du haut commandement militaire et en premier lieu de ceux qui sont responsables du contrôle et de la répression des troubles sociaux.

Mais cela ne peut être une solution à long terme alors que la crise économique fait plonger les cours du pétrole, réduit les rentrées fiscales, augmente le mécontentement social avec une production qui chute dans tous les secteurs et une gestion administrative locale désastreuse (7).

Entre temps l'opposition de gauche à Maduro comme Marea Socialista, le politologue Nicmer Evans, ancien maire de Caracas, ainsi que d'anciens ministres qui ont déserté le chavisme, se pro-

(Suite en page 18)

Venezuela ...

(Suite de la page 17)

noncent en général pour l'organisation d'un référendum afin de décider si le président doit rester au pouvoir : énième recours au vieil opium électoral. L'alternative que nous défendons depuis toujours est : **Non à la farce électorale ! Oui à la lutte de classe !**

Et d'ailleurs Maduro lui-même propose la tenue d'élections législatives, confiant dans l'efficacité de cet opium électoral.

Jusqu'ici le gouvernement continue sa politique répressive. Le jour même de « l'auto proclamation » de Guaido, l'armée a imposé un couvre-feu dans les quartiers; elle a disposé des blindés avec des soldats lourdement armés aux entrées des zones anciennement chavistes qui ont abandonné le gouvernement à cause des promesses non tenues, comme le quartier « Jose Felix Rias » dans la zone de Petare, dans la partie la plus orientale de Caracas. Même dans les quartiers qui sympathisaient le plus pour Chavez, mais qui sont désillusionnés par Maduro, cette même nuit se firent entendre des concerts de casseroles (8).

QUELS SONT LES INTÉRÊTS QUE LE PROLÉTARIAT DOIT DÉFENDRE AU VENEZUELA ?

Nous ne pouvons prévoir quel scénario va prévaloir à brève échéance. Qui qu'il en soit ceux qui appellent à « défendre la patrie » contre l'impérialisme veulent faire des prolétaires de la chair à canon dans une nouvelle boucherie « anti-impérialiste » où ils n'ont rien à gagner et tout à perdre. Comme dit Le Manifeste Communiste « *les prolétaires n'ont pas de patrie, ni rien à défendre dans cette société* », il ne leur appartient que les 4 pieds de terre sous lesquels ils seront enterrés.

Les seuls intérêts pour lesquels ils doivent se battre dans cette société sont leurs intérêts exclusifs de classe. Si la classe ouvrière et le prolétariat en général ne réussissent pas à s'organiser en associations économiques indépendantes pour satisfaire leurs revendications ; s'ils ne réussissent pas à se doter d'un parti de classe pour hisser la lutte économique qui est une lutte de classe en soi, à la lutte politique ouverte de classe pour la conquête du pouvoir politique, donc du pouvoir économique social et militaire ; s'ils n'y arrivent pas ils tomberont victimes de l'un des deux camps de la bourgeoisie qui se répartissent les revenus du pétrole, entraînés dans une guerre fratricide, à l'intérieur du pays ou

à ses frontières, jusqu'à l'écroulement du pouvoir chaviste.

En bref la situation peut évoluer de différentes façons, chacune correspondant à l'affrontement inter impérialiste par procuration. Mais notre consigne de **défaitisme révolutionnaire** dans toutes les tranchées de guerre impérialiste, elle, ne change pas.

4/2/2019

(1) Le 23 janvier 1958 le général Perez Jimenez, arrivé au pouvoir après un coup d'Etat, est renversé par un putsch; il réussit à s'enfuir pour se réfugier en Espagne après un vol épique pour l'époque. Le putsch avait été manigancé par les Etats Unis à cause des vellétés de Jimenez de faire obstacle aux intérêts américains dans l'extraction pétrolière. Les élections qui suivirent virent l'élection du pro-américain Romulo Betancourt (appelé le père de la démocratie vénézuélienne !).

(2) Membre de «Volonté Populaire», parti adhérent à l'Internationale Socialiste qui s'affirme de centre-gauche, le jeune député Guaido sorti apparemment de nulle part, devient «l'homme du mouvement» après son auto proclamation. Il réussit à galvaniser une masse croissante de supporters et une opposition déchirée par ses oppositions internes.

(3) Les Etats européens se sont quasiment tous alignés sur les Etats Unis. L'exception est l'Italie qui s'est opposée au vote de sanctions européennes contre le Venezuela.

(4) Selon *The Economist* (1/2/2019), le Venezuela doit rembourser à brève échéance 6 milliards de dollars à la Russie, qui a reporté (« rééchelonné ») le paiement du reste de la dette, soit 17 milliards de dollars. La moitié de cette dette est due à la compagnie pétrolière russe Rosneft qui agit discrètement comme courtier du pétrole vénézuélien sur les marchés internationaux. En décembre dernier Maduro est allé à Moscou négocier en personne avec Rosneft l'attribution de gisements pétroliers. Par ailleurs le gouvernement vénézuélien a déposé une partie de ses réserves en or en Russie (la majorité de ses réserves étant déposées auprès de la Banque d'Angleterre, donc à la merci de sanctions américaines) et en Turquie. D'après l'hebdomadaire britannique, Rosneft serait l'un des principaux facteurs déterminant la politique extérieure russe (bien que certains cercles gouvernementaux à Moscou s'inquièteraient du sort des investissements russes dans le pays).

Selon RT (chaîne de télé russe pour l'Occident) la Chine aurait prêté 20 milliards de dollars au Venezuela.

(5) En dépit des appels du pape Fran-

çois à la négociation, en dernière analyse, le Venezuela restera un des facteurs de l'accroissement des tensions inter impérialistes qui conduira tôt ou tard à l'option militaire grand format.

(6) Le climat de confrontation sociale est permanent. Selon l'Observatoire Vénézuélien des Conflits Sociaux (OVCS) il y a eu en 2018 12715 conflits, plus de 3000 protestations à propos des services publics (eau, électricité, transports, ramassage des ordures, etc.).

(7) cf <http://www.noticierodigital.com/2019/02/efe-sin-comandante-20-anos-despues-chavismo-se-desmorona/>

(8) Les «cacerolazos» sont une forme de protestation populaire répandue dans les pays d'Amérique Latine. Mais les historiens la font remonter aux protestations en 1832 des républicains en France contre la monarchie de juillet.

Suplemento Venezuela N° 23 al N. 53 de «el programa comunista» Diciembre de 2018

- Contra la catástrofe capitalista, una sola perspectiva: la lucha revolucionaria del proletariado
- Después de les Elecciones. La abstención se impuso; por un momento los proletarios se burlaron de sus verdugos...
- Las elecciones son un engaño. ¡Viva la lucha independiente de clase!
- ¡Prenden la mecha las enfermeras venezolanas!
- Argentina: Austeridad y cachiporrazos para los proletarios
- Brasil: El significado de la elección de Bolsonaro y las tareas de los proletarios de vanguardia
- ¿Qué es el fascismo?
- El sangriento fin del sandinismo y la necesidad de una orientación de clase

«el programa comunista» Revista teórica N°53 - Junio de 2018

- ¡Viva Octubre rojo, de ayer y mañana!
- Las grandes lecciones de Octubre de 1917/1936-1939.
- La Guerra de España
- Cronología abreviada
- Informe de Amadeo Bordiga sobre el fascismo. V Congreso de la Internacional Comunista. (23ª sesión, 2 de julio de 1924)

Precio del ejemplar: 3 €.; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn.: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs. **Precio solidario:** 6 €; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs. **Suscripción:** el precio de 4 ejemplares.

Aux sources des caravanes de migrants vers les États-Unis : Le Honduras, un enfer pour les prolétaires et les opprimés

La question de l'immigration aux États-Unis fait souvent la une de l'actualité à travers la volonté de Trump d'accentuer la militarisation de la frontière avec le Mexique (largement commencée par ses prédécesseurs) ou à travers les mauvais traitements subis par les immigrés.

Ce qui fait peu ou pas les gros titres ce sont les causes des caravanes de migrants qui, parties d'Amérique centrale, traversent le Mexique pour espérer atteindre les États-Unis. Le Honduras, petit pays de neuf millions d'habitants, est un exemple typique de ce que fuient les migrants.

Le Honduras est victime de l'impérialisme yankee depuis de nombreuses décennies, comme tous ses voisins d'Amérique centrale. La population vit dans une très grande misère avec 68 % de pauvres selon la Banque mondiale et un sous-emploi qui touche 44 % de la population active.

En 2009, le président Zelaya qui apparaissait aux États-Unis comme un gêneur pour exploiter le pays a été renversé par un coup d'État made in USA. Le président actuel, José Orlando Hernandez, a été élu puis réélu lors d'élections truquées et les contestations ont été réprimées dans le sang (une trentaine de morts en 2017). Depuis le coup d'État, la militarisation du régime s'est accélérée en raison des livraisons étasuniennes d'armement.

Pour les prolétaires des plantations – souvent des paysans sans terre –, l'exploitation est féroce et les propriétaires n'hésitent pas à recourir à des milices armées pour intimider ou réprimer ceux qui osent relever la tête. Dans les campagnes, les populations sont expulsées car d'énormes territoires sont concédés aux multinationales, exonérées d'impôts, qui se concentrent dans trois secteurs : la culture du palmier à huile, l'extraction minière et l'hydroélectricité. Ceux qui résistent aux projets sont persécutés et constamment menacés, et dans le pire des cas arrêtés ou assassinés : entre 2010 et 2017, 123 militants environnementalistes ont été assassinés.

Les usines qui travaillent pour l'exportation, les maquilas, exploitent des jeunes filles avec des journées interminables, des humiliations, des conditions de travail épuisantes, des violences sexuelles... Leurs exploitateurs les

jettent comme des marchandises usées lorsqu'elles atteignent la vingtaine car, épuisées par le travail, leur productivité baisse.

Dans les villes, les gangs – les maras – règnent en maître : ils tuent, rackettent et sèment la terreur. Ces gangs se sont formés lorsque les États-Unis ont décidé, il y a plusieurs années, de déporter vers l'Amérique centrale leurs criminels originaires de la région ! Les plus hautes autorités de l'État sont aussi liées au crime organisé : le frère de l'actuel président est incarcéré aux États-Unis pour son implication dans le narcotrafic.

La violence contre les femmes, les homosexuels, les bisexuels et les transgenres est endémique et le gouvernement ne fait que l'accentuer. L'interdiction de la pilule du lendemain et le refus obstiné de dépénaliser l'interruption de grossesse (par exemple dans les cas très fréquents de viol) tuent, tous les ans, des centaines de femmes qui doivent recourir à des avortements clandestins. Le caractère réactionnaire du régime laisse également libre court aux violences contre les minorités sexuelles : depuis 2009, 262 personnes ont été assassinées en raison de leur orientation sexuelle (contre 20 entre 1994 et 2009).

Si le Honduras est un paradis pour les exploitateurs, c'est un véritable enfer pour les prolétaires, les masses prolétarisées, les paysans pauvres, les femmes, les minorités sexuelles... Cette situation est le fruit de la domination impérialiste.

C'est cet enfer que des milliers d'Honduriens tentent de fuir chaque année. En 2017, près de 80 000 Honduriens ont émigré vers le Mexique et les États-Unis. Ils fuient au péril de leur vie : risque d'être enlevés, violés et assassinés par des gangs de passeurs, risque d'être internés dans les camps aux États-Unis (une quarantaine de morts dans ces camps depuis l'arrivée au pouvoir de Trump) ou au Mexique... Des sources indépendantes estiment à 8 000 le nombre de migrants morts depuis 20 ans.

Pour la classe ouvrière des villes et des campagnes du Honduras et d'Amérique centrale, il n'y a – comme ailleurs – qu'une seule issue fondamentale à la crise de la société bourgeoise : la révolution communiste et la dictature prolétarienne. Nos frères de classe centraméricains, livrés à l'horreur capitaliste, ont besoin de lutter et de con-

quérir leur indépendance de classe pour préparer cette issue, contre toutes les forces bourgeoises.

Mais le prolétariat mondial, et en particulier au prolétariat étasunien, a aussi une place importante à prendre dans le combat contre la barbarie impérialiste.

En manifestant sa solidarité de classe avec les migrants que l'administration Trump dénonce et bloque à la frontière, mais aussi combattant avec acharnement les aventures militaires des États-Unis, pour paralyser son bras criminel, le prolétariat étasunien aidera à son tour les masses exploitées à radicaliser politiquement et socialement leur lutte et à rompre avec les illusions nationalistes et démocratiques.

Et réciproquement les coups ainsi portés par les masses centro-américaines à l'impérialisme yankee pourront s'étendre et s'amplifier au cœur même de la citadelle impérialiste.

AVERTISSEMENT

AUX LECTEURS ET CAMARADES

Par manque de place dans ce numéro, nous n'avons pas pu placer certaines prises de position. Elles sont toutefois toujours accessibles sur notre site www.pcint.org.

Il s'agit des prises de position suivantes :

- Algérie : les manifestations de masse peuvent ébranler le clan Bouteflika. Mais pour renverser le capitalisme, il faudra l'entrée en lutte du prolétariat avec le programme historique du communisme révolutionnaire ! (3 mars 2019)

- Belgique : Après le succès de la grève générale, les syndicats abandonnent les revendications à la table des négociations ! (3 mars 2019)

- Grève des enseignants contractuels au Maroc : solidarité de classe ! (2 avril 2019)

D'autre part 3 articles n'ont pas non plus trouvé leur place dans ce numéro, il s'agit de :

- Scoop : Selon Lutte Ouvrière la Russie de Poutine n'est pas capitaliste !

- Cameroun : Un pays sous la botte de l'impérialisme français

- États-Unis : Les femmes de chambre défient les magnats de l'hôtellerie

Dans la mesure du possible, ces articles seront reportés au prochain numéro ; nous les tenons toutefois à disposition sous format PDF aux lecteurs qui en feraient la demande.

Mexique: grèves sauvages dans les ateliers de misère

La zone frontalière mexicaine qui jouxte les Etats-Unis est un paradis pour les exploités. Depuis quelques décennies, cet espace a vu se développer des «maquiladoras», c'est-à-dire des usines de montage exemptées de droits de douane et faiblement taxées qui fabriquent pour des multinationales des pays impérialistes des productions qui seront expédiées vers ceux-ci.

Dans les maquiladoras, l'exploitation est féroce. Les ouvriers travaillent pour des salaires de misère jusqu'à douze heures par jour et six jours sur sept. Ils sont fliqués et peuvent difficilement quitter les chaînes de montage pour aller aux toilettes ce qui les oblige à peu boire malgré la chaleur. Ces usines sont également des lieux où les violences contre les femmes (qui forment souvent la majorité de la main d'œuvre) sont très fréquentes avec de multiples cas de harcèlement sexuel par les petits chefs.

Au total, on estime qu'un million de travailleurs sont exploités dans trois mille de ces bagnes capitalistes et produisent les deux tiers des exportations mexicaines.

Fin janvier et début février, des maquiladoras ont été le théâtre d'une bataille de classe contre les salaires de misère.

Dans le cadre de la disparition de l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain) et de son remplacement par un nouveau traité entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada (T-MEC), les puissances impérialistes ont imposé au Mexique une augmentation des salaires pour limiter la désindustrialisation causée par les délocalisations. C'est à la suite de cet accord que le nouveau président mexicain, de centre-gauche Lopez Obrador, a pris la décision de doubler le salaire minimum dans la «zone de la frontière Nord» qui borde les Etats-Unis sur une profondeur de vingt-cinq kilomètres: de 88 pesos à 176 pesos par jour (soit de 4 euros à 8 euros).

Mais en réalité, ce doublement s'est traduit par un gel ou à peine une légère augmentation des salaires!

Cela s'explique d'une part par le fait que dans beaucoup de maquiladoras le salaire se situait déjà entre 155 et 176 pesos; et d'autre part que les patrons – qui en échange de la mesure avaient obtenu des exonérations d'impôts – ont supprimé de multiples avantages qui existaient sous forme de primes.

C'est ce qui a mis le feu aux poudres dans la ville de Matamoros. Des grèves sauvages – contre les patrons mais aussi contre les syndicats jaunes – ont éclaté dans les usines électroniques et automobiles (y compris des sous-traitants de Ford, Fiat et General Motors).

La grève s'est étendue très rapidement car les ouvriers se sont organisés avec des assemblées de grévistes et des piquets de grève, et ils ont fait une tournée des autres usines pour étendre les débrayages. En quelques jours, soixante-dix mille travailleurs étaient en grève dans quarante-cinq maquiladoras.

Face à la grève, les patrons ont, de façon classique, utilisé la répression et le chantage à la fermeture des usines. Mais cela n'a pas fonctionné et les patrons ont rapidement fait leur compte: chaque journée de grève leur faisait perdre près de cinquante millions de dollars. La lutte coûtait ainsi cher aux capitalistes étasuniens tellement sont importants et vitaux les liens qui unissent le Mexique avec les Etats-Unis.

Le patronat a donc été contraint de ravalier sa morgue et de céder aux revendications des prolétaires: vingt pour cent d'augmentation immédiate et une prime de près de mille cinq cents euros.

Ce recul des patrons a eu un effet d'entraînement sur d'autres prolétaires qui se sont massivement mis en grève dans des supermarchés, dans l'usine Coca-Cola, dans les services de ramassage d'ordures, parmi les enseignants. Début mars des dizaines d'usines étaient

encore en grève (les 700 ouvriers de Coca Cola en étaient à plus de 30 jours de grève)....

Les prolétaires ont fait la démonstration que la lutte ouverte sur un terrain de classe pouvait être victorieuse. Ils ont refusé les manœuvres des syndicats jaunes, l'obéissance aux règlements bourgeois (qui statuent si une grève est légale ou non) et le chantage patronal. Ils ont compté sur leur mobilisation et sur l'extension de la grève pour unir les prolétaires au-delà des murs de «leur» usine.

Union des prolétaires par l'extension de la grève et défense de leurs conditions de vie contre les intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale, voilà des bases essentielles et indispensables pour mener la lutte et pour la gagner.

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2019

Aix: 50,00 / B.H.: 20,00 / Gilbert: 15,00 / Laval: 8,50 / Paris: 600,00 / Pour le parti: 450,00 / Raymond: 100,00 / Roland: 20,00

Total liste: 1263,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

«LE PROLÉTAIRE» N°531 : ERRATA

Du mouvement des Gilets Jaunes...

Dans le paragraphe «Le mirage du RIC», il est indiqué par erreur que les accords de Maastricht (septembre 1992) avaient été rejetés par un référendum; en réalité c'est le référendum sur la réforme constitutionnelle européenne (29/5/2005) qui a eu comme résultat 54,7% de non. En dépit du résultat négatif du référendum, le traité fut adopté au parlement en février 2008.

Le capitalisme mondial...

Une précision manque dans les chiffres de l'endettement mondial, page 8: les premiers chiffres (230 000 milliards de dollars, etc.) correspondent à l'endettement total des pays (entreprises, particuliers, Etats), tandis que les chiffres suivants, selon les Etats, correspondent à la seule «dette souveraine» ou «dette publique», c'est-à-dire à la dette des Etats ou des Banques centrales.